

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 21 janvier 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°298 ■

OMT

**Le tourisme mondial
devrait retrouver son
niveau pré-pandémie
en 2024**

P 16

LANCEMENT OFFICIEL DE L'AGENCE NATIONALE
DE L'AUTO-ENTREPRENEUR

Plus de 1300 codes d'activité répertoriés

L'Agence nationale de l'auto-entrepreneur (ANAE) lancée officiellement. Une plate-forme numérique dédiée à l'obtention de la carte de l'auto-entrepreneur a été également mise en service. Plus de 1300 codes d'activité ont été répertoriés, répartis sur sept domaines, à savoir le Conseil, l'expertise et la formation, les Services numériques et activités connexes, les Prestations à domicile, Services à la personne, Services de loisirs et récréation, Services aux entreprises, ainsi que les Services culturels, de communication et d'audiovisuel, selon les précisions du ministre de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid. P 3



OUVERTURE DU CAPITAL DU CPA

**La date de la vente
des actions fixée**



L'ouverture du capital du Crédit populaire d'Algérie (CPA), prendra effet à partir du 30 janvier, avec la mise en vente de 22 millions d'actions, dans une première phase, au prix de 2.300 Da par action, a annoncé, jeudi, la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB).

P 2

PÉTROLE

**Le Brent clôture à 78,56
dollars**

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, a effacé 0,68%, pour clôturer à 78,56 dollars. Quant au cours du baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, avec échéance en février, il a perdu 0,90%, à 73,41 dollars.

P 4

DJANET/EXPLOITATION
AURIFÈRE ARTISANALE

**103 micro-entreprises
régularisées**



Cent trois (103) micro-entreprises d'exploitation aurifère artisanale ont bénéficié de la régularisation réglementaire dans la wilaya de Djanet, a-t-on appris samedi de l'antenne régionale de l'agence nationale des activités minières (ANAM).

P 5

ABEF

**L'importation de produits
en marbre et céramique
interdite** P 2

7E SOMMET DU FORUM DES PAYS
EXPORTATEURS DE GAZ

**Le Sommet d'Alger
est d'une importance
capitale** P 3

REMISE EN ÉTAT DES ROUTES

**Les entrepreneurs
soumis à une caution** P 5

ABEF

L'importation de produits en marbre et céramique interdite

L'importation de produits en marbre et en céramique (en porcelaine), sous leur forme finale, est désormais interdite. Cette décision a été notifiée par l'Abef aux banques de la place leur demandant de ne plus accepter les demandes de domiciliation bancaire liées à l'importation de ces produits. L'Association des banques et établissements financiers a précisé dans sa note qu'elle a été rendue destinataire d'une correspondance le 15 janvier 2024, émanant du Secrétaire général du ministère du Commerce et de la Promotion des Exportations, l'informant « qu'il est demandé aux banques de ne plus accepter les demandes de domiciliation bancaire liées à l'importation de produits en marbre et en céramique, sous leur forme finale. » L'Abef a demandé aux banques d'instruire leurs services concernés, « à l'effet de prendre toutes les dispositions nécessaires, pour l'application de cette mesure. »

DÉCÈS DU GÉNÉRAL-MAJOR AHÇÈNE SLIMANE

Le président de la République présente ses condoléances

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a présenté, samedi, ses sincères condoléances et l'expression de sa profonde sympathie à la famille du défunt, le Général-major Ahçène Slimane, ancien Adjoint du Commandant de la 6e Région militaire. « Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune présente ses sincères condoléances et l'expression de sa profonde sympathie à la famille du défunt et à l'ensemble des membres de l'Armée nationale populaire (ANP), priant Allah Tout-Puissant d'entourer le défunt de Sa sainte miséricorde et de l'accueillir en Son vaste paradis. A Allah nous appartenons et à Lui nous retournons », lit-on dans le message de condoléances.

OUVERTURE DU CAPITAL DU CPA

La date de la vente des actions fixée

L'ouverture du capital du Crédit populaire d'Algérie (CPA), prendra effet à partir du 30 janvier, avec la mise en vente de 22 millions d'actions, dans une première phase, au prix de 2.300 Da par action, a annoncé, jeudi, la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB).

Par Sirine R.

La COSOB a précisé, dans un communiqué, que cette première phase de l'ouverture du capital de cette banque publique s'étalera du 30 janvier au 28 février prochain, dans laquelle le CPA procédera à une offre publique de vente (OPV) de 22 millions d'actions, susceptible d'être augmentée au maximum à 60 millions d'actions (la limite des 30% du capital social) au cas où les demandes de souscription dépasseraient le nombre d'actions mises en vente initialement. Le nombre d'actions constituant le capital social du CPA est de 200 000 000 actions avec une valeur nominale de l'action à 1000 DA, souligne le document repris par l'agence officielle. Le COSOB a rappelé, par ailleurs, qu'elle a apposé son visa sur la notice d'information concernant l'offre publique de vente des actions de l'Entreprise publique économique- Crédit populaire d'Algérie-société par actions (EPE-CPA-spa), lors d'une réunion le 18 janvier 2024. Les intermédiaires en opération de bourse chargés de la vente sont les banques CPA, BADR, BDL, BEA, BNA, CNEP-Banque

et Société Générale Algérie, selon le communiqué qui a indiqué que les actions de la société seront cotées en bourse après la clôture de l'opération, selon les conditions fixées par la réglementation boursière. Cette OPV concerne les personnes physiques de nationalité algérienne résidentes, les personnes physiques salariées du CPA, les investisseurs institutionnels ainsi que les personnes morales de droit algérien. S'agissant de la forme des titres, il s'agit de «titres nominatifs dématérialisés» inscrits dans un compte "titres détenus auprès des teneurs de comptes conservateurs de titres" (TCC). Quant aux modalités de réalisation de l'opération, la Cosob a expliqué que «si à l'issue de la première étape, le nombre d'actions n'atteindra pas les 60 millions d'actions, la Banque procédera, au cours de l'année 2024, à des opérations de transactions de blocs initiées par l'actionnaire majoritaire, ou éventuellement lancer une offre publique de vente (OPV) additionnelle en conformité avec la réglementation boursière en vigueur», et que cette offre «sera ouverte à tous les souscripteurs des différents segments d'investisseurs ayant participé à la première

phase». Pour le régime fiscal, la Commission a relevé que les dividendes et les plus-values de cession des actions du CPA sont exonérés d'impôt sur le revenu global (IRG) ou de l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS) pour une période de cinq ans, à compter du 1 janvier 2024, conformément aux dispositions de l'article 67 de la loi de finances pour 2024. Par ailleurs, la notice d'information visée et le prospectus seront mis à la disposition des investisseurs au siège social de l'émetteur et auprès des intermédiaires financiers chargés du placement, ainsi que sur les sites web de la COSOB, de la SGBV et de l'émetteur (www.cosob.org et www.seby.dz et www.cpa-bank), a-t-on encore mentionné de même source. Par ailleurs, la Banque CPA a annoncé dans un communiqué qu'une série de rencontres régionales sera organisée, à partir d'aujourd'hui dimanche. « Le lancement de cette opération d'ouverture du capital sera dynamisé par des actions de proximité qui seront menées par la banque à travers toutes les régions du pays, à partir de dimanche prochain », est-il indiqué dans le communiqué.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Création de 96 incubateurs d'affaires et de 100 centres de développement de l'entrepreneuriat

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a affirmé, jeudi à Alger, que son secteur avait adopté une politique visant à permettre à l'université de contribuer à la création de la richesse, ce qui s'est traduit, a-t-il dit, par la création de 96 incubateurs d'affaires et de 100 centres de développement de l'entrepreneuriat (CDE). Lors d'une plénière du Conseil de la nation consacrée aux questions orales, M. Baddari a précisé que son secteur enregist

re d'importants chiffres en matière de renforcement des entités de recherche, de développement et de valorisation économique présentes dans les établissements universitaires et de recherche, dont notamment la création de 96 incubateurs d'affaires, de plus de 3.000 espaces pour les start-ups et de plus de 100 CDE. Le secteur qui accorde un intérêt majeur au soutien à la recherche scientifique, compte 1.801 laboratoires de recherche, 47 unités de recherche, 30 centres de recherche, 183 services

communs et plus de 60 laboratoires de fabrication, a-t-il ajouté. A cette occasion, il a affirmé que ces centres constituent des outils de développement des compétences des étudiants, inscrits ou diplômés, car les étudiants diplômés ont la possibilité de poursuivre leurs recherches et d'être accompagnés par les laboratoires de recherche pour obtenir des résultats sous forme de label de projet innovant, de brevet d'invention ou de fourniture de solutions aux besoins socioéconomiques, a-t-il dit.

Par ailleurs, M. Baddari a souligné la poursuite du renforcement de l'encadrement du secteur par l'ouverture de concours de recrutement pour 2.000 postes, l'année en cours, dont 1.725 réservés aux maîtres-assistants classe B. Il a, en outre, rappelé les opérations de recrutement qu'a connues le secteur en 2023, dont l'ouverture de 7.630 postes budgétaires pour un concours de recrutement sur titre des diplômés non-salariés en doctorat et en magister.

CELLULE D'ÉCOUTE DE LA WILAYA D'ALGER

Plus de 10400 citoyens reçus en 2023

La cellule d'écoute de la wilaya d'Alger a reçu plus de 10.400 citoyens en 2023 pour la prise en charge de leurs préoccupations, avec la mise à contribution de l'ensemble des cadres locaux au niveau des circonscriptions admi-

nistratives et de toutes les structures administratives. La cellule d'écoute de la wilaya d'Alger a été rattachée aux services de l'Inspection générale de la wilaya en vue de garantir une meilleure prise en charge des préoccupations des citoyens, confor-

mément aux instructions du wali, Mohamed Abdenour Rabehi, a affirmé à l'APS l'Inspecteur général de la wilaya, Djamel Baba, rappelant que la cellule d'écoute avait reçu, l'année dernière, plus de 10.400 citoyens (300 citoyens par semaine).

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

LANCEMENT OFFICIEL DE L'AGENCE NATIONALE DE L'AUTO-ENTREPRENEUR

Plus de 1300 codes d'activité répertoriés

L'Agence nationale de l'auto-entrepreneur (ANAE) lancée officiellement. Une plate-forme numérique dédiée à l'obtention de la carte de l'auto-entrepreneur a été également mise en service. Plus de 1300 codes d'activité ont été répertoriées, répartis sur sept domaines, à savoir le Conseil, l'expertise et la formation, les Services numériques et activités connexes, les Prestations à domicile, Services à la personne, Services de loisirs et récréation, Services aux entreprises, ainsi que les Services culturels, de communication et d'audiovisuel, selon les précisions du ministre de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid.

Par Sirine R.

Le ministre qui s'exprimait, lors d'une cérémonie organisée hier à Alger, a mis en avant «la réussite» de ce statut dans différents pays du monde et sa contribution «à encourager l'esprit d'initiative», mais aussi son rôle dans «l'inclusion financière dans le cadre de l'exercice des activités libérales dans un cadre légal». Le titulaire de ce statut, «est éligible à toutes les formules de financement, notamment la finance islamique», a déclaré le ministre en réponse à une question des médias, tout en précisant qu'aucun diplôme ou formation ne sont exigés aux candidats à ce statut. Le ministre n'a pas manqué, aussi, de féliciter et de remercier les cadres de la direction des systèmes d'information (DSI) de son département qui ont développé cette plateforme «dans un temps records», a-t-il tenu à souligner. Lors de son allocution d'ouverture de cette cérémonie organisée au niveau du Palais de la culture d'Alger, en présence de plusieurs membres du gouvernement, M. Oualid a salué le fait que le processus d'obtention de la carte de l'auto-entrepreneur soit à «100% numérique», à la faveur du lance-

ment d'une plateforme qui offre «une très bonne expérience utilisateur». Plusieurs départements ont contribué au projet du statut d'auto-entrepreneur, notamment celui du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale ayant «soutenu ce projet depuis le début», a affirmé M. Oualid, mettant en avant la couverture sociale dont bénéficiera le titulaire de ce statut (carte Chifa et cotisations pour la retraite). Il précisera, à ce titre, que l'auto-entrepreneur sera soumis «à la cotisation la plus basse, correspondant à un revenu équivalent au salaire national minimum garanti (SNMG)», tout en étant en mesure «de cumuler les cotisations, que ce soit avec la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS), ou la Caisse nationale de sécurité sociale des travailleurs salariés (CNAS)». Le ministre citera, également, la contribution du ministère de la Poste et des Télécommunications, notamment à travers l'acheminement des cartes vers les titulaires. L'ANAE a pour rôle d'assurer un environnement permettant aux personnes exerçant une activité libérale de travailler dans un cadre légal, et de bénéficier, en conséquence, d'avantages fiscaux et d'une cou-

verture sociale, rappelle-t-on. Pour sa part, la direction des Impôts a participé à la concrétisation de ce projet, en attribuant un numéro d'identification fiscal (NIF), «automatiquement» lors du processus d'inscription sur la plate-forme de l'ANAE(www.anae.dz), a-t-il ajouté, relevant, également, la contribution du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire à ce projet «en simplifiant l'authentification de l'identité des candidats au cours des étapes d'inscriptions sur la plateforme». Parmi les avantages de ce statut: la possibilité de domicilier son activité «chez-soi ou dans un espace de co-working», ainsi qu'un régime fiscal «préférentiel», étant soumis au régime d'impôt forfaitaire unique (IFU) avec un taux de 0,5% du chiffre d'affaires (CA), comme prévu dans la loi de finance 2024, «à condition de ne pas dépasser 5 millions de dinars de CA durant trois exercices consécutifs». Cet événement a été ponctué par la remise des trois premières cartes d'auto-entrepreneur à leur titulaires par des ministres présents, mais aussi d'un trophée à l'agence de communication ayant réalisé le spot publicitaire de promotion de ce statut.

7E SOMMET DU FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ

Le Sommet d'Alger est d'une importance capitale

Des experts arabes en énergie ont affirmé que le 7e Sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), prévu en Algérie du 29 février au 2 mars prochain, est d'une importance capitale dans le contexte géopolitique actuel, mettant en exergue, dans des déclarations à l'APS, le rôle primordial de l'Algérie en tant que fournisseur fiable de gaz naturel et en tant que fournisseur leader sur le marché pétrolier mondial. L'expert international et enseignant en ingénierie énergétique, le Dr Ramadhan Abu El Alae, a soutenu que «l'Algérie est devenue un acteur important de l'industrie gazière mondiale», grâce à ses «approvisionnements importants et abondants». Il a souligné que l'accueil par l'Algérie du 7e Sommet confirme sa position de fournisseur leader sur les marchés mondiaux de l'énergie, saluant «le rôle actif du forum sur la scène énergétique, non moins important que celui de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et de l'OPEP+, dans la détermination des prix et des quantités». Ce forum se veut également, a-t-il indiqué, «un important espace de coordination et de dialogue autour du rôle du marché gazier particulièrement en cette conjoncture de crise». A son tour, l'expert en énergie et ancien ministre égyptien du Pétrole Oussama Karim, a mis en avant le rôle de ce Sommet dans la coordination entre les pays exportateurs de gaz pour évaluer le marché «en termes d'offre et de demande et connaître la tendance en cours en cette conjoncture économique délicate marquée par des tensions géopolitiques ayant impacté la navigation en Mer rouge et en Méditerranée, et affecté les quantités de gaz transportées vers l'Europe», afin de

trouver des «solutions alternatives». "Ces défis sans précédent" sont à même, a-t-il souligné, de "recomposer la carte mondiale de l'énergie, dans laquelle les pays arabes pourraient jouer un rôle primordial". M. Karim a insisté sur "le rôle axial de l'Algérie, en tant que fournisseur du gaz naturel et en tant que partenaire énergétique de plusieurs pays européens, au regard de sa situation stratégique et de la compétitivité de ses prix, comparativement au reste des exportateurs de gaz". Pour sa part, l'expert en énergie et ex-vice-président de la Compagnie égyptienne de Pétrole, Medhat Youssef, a souligné le rôle du GECF dans la défense des intérêts des pays membres qui œuvrent à la préservation du gaz naturel considéré comme étant "meilleur carburant pour tous les usages", en sus d'être un combustible propre, et à la mise en place de stratégies pour une "tarification appropriée" du gaz naturel par rapport aux autres types de carburant. Il a, aussi, indiqué que "les événements que connaît le monde actuellement ont entraîné une augmentation de la demande sur le gaz naturel de différentes sources, et ont propulsé le forum au devant de la scène énergétique pour interagir avec les grands consommateurs, en tenant compte des problèmes logistiques qui entravent sa commercialisation". L'expert a encore indiqué que "l'Algérie est l'un des grands producteurs de gaz naturel dans le monde et l'une des principales sources d'approvisionnement des pays de l'Europe en gaz naturel par gazoduc, avec ses réserves importantes de gaz naturel et ses capacités de liquéfaction et exportation de ce gaz par les ports", soulignant que l'Europe considère l'Algérie comme "un partenaire essentiel" pour garantir ses besoins

en gaz. De son côté, l'expert et membre du Conseil mondial de l'énergie, Maher Aziz, a estimé que l'accueil par l'Algérie du sommet du GECF réaffirme "le rôle vital de l'Algérie sur le marché gazier", soulignant que "le sommet est d'une importance capitale, notamment en termes de contribution à la régulation de ce marché, notamment". "L'on attend de ce sommet, la cristallisation d'une vision plus claire des objectifs du commerce mondial du gaz, avec un équilibre entre les zones de rareté et les zones d'abondance, ou les zones menacées par une pénurie d'approvisionnement et celles disposant d'approvisionnements sûrs", a-t-il ajouté. Le sommet devrait, également, mettre en place des "indicateurs clairs" pour les prix du gaz sur le marché pour la période à venir, de manière à assurer l'équilibre nécessaire entre ces prix et ceux du pétrole ou des autres sources d'énergie, a-t-il dit. Abondant dans le même sens, l'experte du marché énergétique, Wafaa Ali, a soutenu que l'Algérie assume un "rôle de leader" dans l'industrie gazière mondiale pour assurer l'approvisionnement en énergie en tant que "partenaire important de l'Europe", soulignant l'importance de ce rôle dans le contexte international actuel marqué par des conflits dans plusieurs régions du monde. L'Algérie tend, en accueillant le 7e sommet du GECF, à trouver des solutions à la crise énergétique mondiale, sachant qu'elle abrite le siège de l'Institut de Recherche sur le Gaz (GRI) relevant du GECF, qui "contribue à l'organisation de l'opération d'exportation du gaz et au maintien de l'équilibre du marché international", a expliqué le Dr. Ali.

Synthèse R E.

3E SOMMET DU G77+CHINE

Insuffler une nouvelle dynamique à la coopération Sud-Sud

Le 3e Sommet du G77+Chine, prévu dimanche à Kampala (Ouganda), avec la participation du Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, en tant que représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, vise à insuffler une nouvelle dynamique à la coopération Sud-Sud dans un monde plus compétitif que jamais. Placé sous le thème "Ne laisser personne de côté", le Sommet tend à renforcer la coopération entre les pays du Sud, notamment dans les domaines du commerce, de l'investissement, du développement durable, de la lutte contre le changement climatique, de l'élimination de la pauvreté et du développement de l'économie numérique. Depuis sa création, cette organisation prône les principes d'unité, d'interdépendance et de solidarité entre les pays du Sud, défend les intérêts économiques des pays en développement et assure la coordination autour des questions communes aux pays membres. En 1967, l'Algérie a abrité la première réunion ministérielle du G77, première appellation de cette plus importante coalition intergouvernementale à l'ONU créé le 15 juin 1964, avec l'adoption de la Déclaration commune des soixante-dix-sept pays, au terme de la première session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). La réunion d'Alger a été sanctionnée par l'adoption de la Charte d'Alger, qui a dessiné la structure organisationnelle du groupe dont l'objectif est d'aider les pays en développement à défendre leurs intérêts économiques collectifs, de promouvoir la coopération Sud-Sud et de renforcer la capacité de négociation des pays en développement sur les questions économiques internationales importantes aux Nations Unies. L'organisation a gardé son appellation initiale (G77) tout en continuant à s'agrandir. Elle regroupe actuellement 135 pays, soit deux tiers des membres de l'ONU, ce qui représente 80% de la population mondiale et près de 43% de l'économie mondiale. La Chine, qui n'est pas un membre fondateur, assistait aux réunions de l'organisation en qualité d'invité spécial. Elle devient membre, en 1996, avec la publication de la première déclaration au nom du G77+Chine, qui est depuis l'appellation de l'organisation. La Charte d'Alger prévoit une réunion ministérielle annuelle du G77 en marge de la réunion de l'ONU. Une réunion extraordinaire peut toutefois être convoquée le cas échéant. La réunion ministérielle du G77+Chine discute des politiques relatives au développement et à la promotion des secteurs économiques, ainsi que des questions à l'ordre du jour de l'ONU, en vue de dégager une position commune à l'égard de l'ensemble des questions proposées au débat à l'Assemblée générale. En plus de la réunion ministérielle, les chefs d'Etat se réunissent tous les cinq ans pour discuter des problèmes des pays en voie de développement et des moyens de s'affranchir du système monétaire unipolaire.

PÉTROLE

Le Brent clôture à 78,56 dollars

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, a effacé 0,68%, pour clôturer à 78,56 dollars. Quant au cours du baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, avec échéance en février, il a perdu 0,90%, à 73,41 dollars.

Synthèse Slimane T/Agence

L'or noir avait initialement pris de la hauteur, le WTI affichant jusqu'à 1,12% de gain en séance, avant que la tendance ne s'inverse, les cours restant néanmoins dans des marges resserrées. «Malgré les craintes et les discussions sur ce qu'il se passe en mer Rouge, il n'en reste pas moins que l'on n'a toujours pas perdu de pétrole», a commenté John Kilduff, analyste d'Again Capital. Les États-Unis ont mené vendredi de nouvelles frappes contre des sites contrôlés par les rebelles Houthis, abritant des lanceurs de missiles, selon le gouvernement américain. Elles intervenaient après qu'un navire marchand américain avait été visé par des tirs de missiles, jeudi, dans le Golfe d'Aden. Selon Gregory Brew, analyste du cabinet Eurasia Group, les Houthis ont indiqué, vendredi, qu'ils ne considéraient pas les cargos saoudiens et émiratis comme des cibles. «C'est un élément négatif pour le marché» du pétrole, a estimé John Kilduff. «Avec les Iraniens, dont (les Houthis) sont les al-

liés, cela fait beaucoup de producteurs majeurs qui ne sont pas dans leur viseur.» «Pour le marché, cela reste donc des événements à faible risque» pour les flux de brut, en l'état, selon l'analyste. En outre, un membre de la direction politique des Houthis, Mohammed al-Bukhaiti, a assuré au quotidien russe Izvestia que les navires chinois et russes bénéficiaient d'un «passage sécurisé» en mer Rouge. «Les risques de perturbation de l'offre demeurent, mais il y a aussi des facteurs baissiers, notamment l'économie mondiale», en phase de ralentissement, ainsi que la question de «l'unité de l'Opep+», a rappelé, dans une note, Craig Erlam, analyste d'Oanda. La production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a légèrement augmenté en décembre par rapport à novembre, selon des chiffres publiés mercredi. Cette hausse entraîne le marché à s'interroger sur la capacité du cartel à tenir ses engagements de réduction de production, pris fin novembre par plusieurs de ses membres et certains alliés de l'accord Opep+. «Les Saoudiens sont seuls à es-

sayer de faire tenir l'ensemble debout», estime John Kilduff, «et ils sont de plus en plus sous pression». Les cours étaient aussi déprimés par les prévisions de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). «Le marché apparaît raisonnablement bien approvisionné pour 2024», la hausse de production dépassant la croissance de la demande, selon les prévisions de l'AIE. «Sauf perturbations significatives des échanges de pétrole, le marché apparaît raisonnablement bien approvisionné pour 2024, une hausse de la production plus forte qu'attendue dans les pays non OPEP+ devant dépasser avec une marge confortable la croissance de la demande», résume l'AIE dans son rapport mensuel sur le pétrole, évoquant cependant les risques de perturbations liées aux tensions au Moyen-Orient. «Le risque de perturbations de l'offre venue du Moyen-Orient reste élevé, particulièrement pour les échanges transitant par la mer Rouge et, particulièrement, le canal de Suez», souligne l'AIE: en 2023, environ 10% des échanges pétroliers par voie maritime et 8% du gaz naturel liquéfié (GNL)

sont passés par ce chemin (le voyage par le Cap de Bonne Espérance durant deux semaines de plus). Dans le même temps, la demande mondiale de pétrole devrait voir sa croissance ralentir fortement en 2024, sous l'effet des difficultés économiques, mais aussi des progrès de l'efficacité énergétique et de l'essor du parc de véhicules électriques dans le monde.

Les stocks américains de pétrole baissent plus que prévu

Les réserves commerciales de pétrole brut ont reculé plus qu'attendu la semaine dernière aux États-Unis mais celles d'essence ont augmenté davantage, selon des chiffres publiés jeudi par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA). Durant la semaine achevée le 12 janvier, les stocks de brut ont diminué de 2,5 millions de barils alors que les analystes prévoyaient une baisse moyenne de 850.000 barils, selon un consensus établi par Bloomberg News. Les stocks d'essence ont augmenté de 3,1 millions de barils, un peu plus que les projections des analystes (+2,5 millions). Les réserves commerciales de brut se montent ainsi à 429,96 millions de barils. Le taux d'utilisation des capacités des raffineries a ralenti à 92,6% contre 92,9% la semaine d'avant. La production américaine de brut a légèrement augmenté à 13,3 millions de barils par jour, un record historique déjà atteint ces derniers mois. La demande d'essence est pourtant restée quasiment stable à 8,27 millions de barils par jour mais celle de kérosène a baissé de 300.000 barils. Les importations de brut ont augmenté de 1,1 million de barils à 7,4 mb/j. Les exportations ont aussi progressé à 5 mb/j (+1,7 million). Vers 16H30 GMT, le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain pour livraison en février avançait de 1,015% à 73,29 dollars. Le prix du Brent de la mer du Nord pour livraison en mars avançait de 0,50% à 78,27 dollars.

R. E.

MATIÈRES PREMIÈRES

Le café s'envole, le cuivre stagne et l'or pâlit

Le prix du café a grimpé sur la semaine, le robusta touchant un nouveau record, les faibles niveaux de stocks et les baisses de productions attendues poussant les cours vers le haut. La variété de robusta a touché mardi à Londres un nouveau record depuis le début du contrat en 2008, à 3.177 dollars la tonne. Cette envolée des prix est due aux « faibles niveaux de stocks contrôlés par la Bourse, aggravés par le fait que les agriculteurs vietnamiens retiennent une partie d'une production en

baisse, dans l'attente de prix encore plus élevés », a expliqué un analyste. Le Vietnam est le premier pays producteur au monde de café robusta. Le cours de l'or a flanché sur la semaine, les investisseurs réduisant leurs attentes de baisse des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed) face à la résilience de l'économie du pays. « La faiblesse de l'or a d'abord été alimentée par la hausse du dollar », a signalé un analyste. « La résistance de l'économie américaine, comme le montrent les

données récentes, a incité les marchés à atténuer les prévisions de baisse des taux de la Fed dès le mois de mars », a-t-il indiqué. Or, la perspective de taux de la Fed à des niveaux élevés pour plus longtemps renforce le billet vert et l'attractivité des bons du Trésor américain, ce qui pèse sur le métal précieux. Le prix du cuivre est resté quasiment inchangé sur la semaine sur le London Metal Exchange (LME), les craintes concernant la demande mondiale restant compensées par la

production en baisse des grands pays producteurs. Le prix du cuivre se maintient dans une fourchette, « les inquiétudes concernant la demande en Chine et dans le reste du monde continuant d'être compensées par la réduction des prévisions de production des mineurs, en raison notamment de la baisse de la qualité du minerai, des restrictions d'eau et de l'examen plus approfondi des nouveaux permis » dans les pays producteurs.

SONATRACH

Importance du projet de réalisation de l'unité de production du MTBE

Le Groupe Sonatrach a mis l'accent, jeudi dans un communiqué, sur l'importance "stratégique" du projet de réalisation de l'unité de production de "méthyl tert-butyl éther" (MTBE) qui permettra de couvrir les besoins des raffineries en cette matière utilisée dans la production de l'essence sans plomb. Accompagné du wali d'Oran ainsi qu'une délégation de cadres dirigeants, le PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi a effectué, mercredi, une visite d'inspection à la wilaya d'Oran pour s'enquérir de la cadence des travaux de réalisation de l'unité de production du MTBE, l'un des "projets stratégiques" inscrits dans le programme de développement de l'industrie pétrochimique du groupe Sonatrach. Dans ce sillage, M. Hachichi a insisté sur le respect des délais de réalisation compte tenu de «l'importante dimension économique du projet, à savoir atteindre l'auto-suffisance et apporter une valeur ajoutée permettant à l'Algérie d'arrêter l'importation de cette matière», lit-on dans le com-

muniqué. Dans la même journée, le PDG de Sonatrach s'est rendu aux structures pétrolières et gazières relevant de la zone industrielle d'Arzew pour l'inauguration d'une unité de séparation des gaz de l'air appartenant à la société "Hélios" d'une capacité de 205 tonnes/jour répartie entre l'oxygène de haute pureté, l'azote et l'argon. Une des filiales du Groupe Sonatrach gérée en partenariat avec HELAP, Hélios est une société spécialisée dans la valorisation de l'hélium présent dans le gaz naturel assuré par le complexe de liquéfaction du gaz naturel (GL2Z). Les activités de la société ont été élargies pour inclure la production d'autres gaz industriels, afin de répondre aux besoins des unités de production du groupe Sonatrach en nitrogène et en oxygène de haute pureté, parallèlement à l'apparition de la pandémie de Covid-19. La délégation a, également, inspecté dans la zone industrielle d'Arzew, plusieurs complexes industriels énergétiques, à leur tête le complexe industriel de gaz liquéfié

(GL1Z), où elle s'est longuement attardée sur l'inspection du fonctionnement de ses unités, écoutant un exposé sur les activités de maintenance, selon le communiqué. Le complexe est considéré comme l'un des complexes stratégiques de liquéfaction et de séparation des gaz, ayant bénéficié d'une opération de modernisation de ses chaînes de production. La visite était également une occasion pour M. Hachichi de visiter le complexe gazier (GP1Z), spécialisé dans la production des gaz de méthane et de propane, selon le communiqué, qui a relevé que le PDG de Sonatrach a écouté des explications techniques sur le fonctionnement de la production au complexe. Le même responsable a, ensuite, inspecté le complexe de la société algéro-omanaise d'engrais (AOA), codirigée par Sonatrach et la Société omanaise d'engrais, et qui comprend deux unités de production d'ammoniac, dont la capacité maximale de production de chacune d'entre elles atteint 1,4 millions de tonnes/an, ainsi que deux

unités de granulation de l'urée d'une capacité de production atteignant 2,4 millions de tonnes/an pour chaque unité. La délégation a également visité le siège de la Direction régionale-ouest de l'activité de Transport par canalisations et la raffinerie d'Arzew, où elle s'est enquis des niveaux de production. A cet effet, le PDG de Sonatrach a donné des orientations pour le soutien des niveaux de production de Mazout pour répondre aux besoins du marché national en ce produit vital, note le communiqué. Lors de cette visite de terrain, M. Hachichi a inspecté de "près" les difficultés entravant le bon fonctionnement de la station de dessalement de l'eau de mer à El Macta dans la wilaya d'Oran, liées à des travaux de maintenance, affirmant que Sonatrach se chargera d'apporter l'aide technique nécessaire pour le bon fonctionnement de cette structure, l'objectif étant d'assurer la production des quantités nécessaires d'eau potable pour l'approvisionnement des habitants de la région.

REMISE EN ÉTAT DES ROUTES

Les entrepreneurs soumis à une caution

Les entrepreneurs chargés de la réfection des voies publiques, devront cautionner la réalisation de leurs travaux, à travers une caution dont les modalités seront fixées à travers un cahier de charges, qui est élaboré au ministère des travaux publics.

Par Reda Hadi

En effet, l'annonce a été faite par le Ministre en charge des travaux publics et des Infrastructures de base, lors d'une plénière consacrée aux questions orales au Conseil de la nation. En somme, ce ministère préparait de nouvelles mesures obligeant les entrepreneurs chargés de la réalisation de travaux au niveau des routes, à s'acquitter, avant le lancement des travaux, d'une caution pour leur remise en état. Une caution, qui selon le Ministre, entre dans la cadre de l'amendement du décret exécutif 04-392 relatif à la permission de voiries. Cette caution, selon un membre de L'APC, d'El Harrach, devra être considérée par les entrepreneurs, non pas comme une taxe, mais plutôt, comme une garantie de bonne exécution des travaux. Pour ce membre de l'exécutif, si la loi exige, une bonne réalisation des travaux, il n'en demeure pas moins, que faute de texte législatif et de décret d'application, l'exigence pour des travaux bien accomplis, demeure difficile, en cas de contestation. Aussi, celui-ci estime qu'il était temps de donner aux pouvoirs locaux (ou nationaux) les outils à même de pouvoir superviser et approuver, les travaux de réfection

des voies publics, et mettre fin aux imperfections. A ce sujet, le premier responsable de ce secteur a affirmé lors d'une sortie de terrain a détermination sur la nécessité de respecter les délais de livraison des projets et la qualité de réalisation conformément aux normes en vigueur, notant que la maintenance routière doit être continue et permanente. En effet, beaucoup estiment que les retards et les malfaçons s'accumulent sur de nombreux projets, et que cette mesure permettrait à plus d'un titre de procéder aux correctifs désirés, car beaucoup disent qu'entre autres, l'autoroute algérienne est la plus cher au monde avec malheureusement de nombreuses contrefaçons et des retards à la pelle. C'est pourquoi, pour le Ministre des travaux publics, son secteur est en passe d'élaborer des dispositions liées aux conditions et modalités de dépôt et d'acquittement d'une caution liée à la remise en état du domaine public de la voirie, notamment les dispositions financières qui constituent une garantie pour l'Etat en cas de dommages". "Ces dispositions, qui rentreront en vigueur dans les plus brefs délais, obligeront le titulaire de la permission de s'acquitter, avant le lancement des travaux, d'une caution pour la remise en état

du domaine public de la voirie". Cette caution "représentera le coût de l'ensemble des travaux nécessaires, en vue de protéger le domaine public des éventuels dommages. Aussi, la caution sera totalement restituée si l'ensemble des travaux de remise en état sont effectués par le titulaire de la permission de voirie, conformément aux règles techniques et aux descriptions. L'élaboration du cahier des charges est également en cours, en coordination avec différentes entreprises en charge de la gestion des réseaux, lequel fixera les procédés de terrassement nécessaires lors de la réalisation des travaux et la remise en état de la voie publique. Dans un autre esprit, les entrepreneurs ne seront pas les seuls, à qui il sera exigé, une réalisation parfaite, car selon le Ministre des travaux publics, les services de "l'Algérienne des Autoroutes" seront en charge de la maintenance périodique des réflecteurs, des signaux verticaux et horizontaux permettant de voir la trajectoire de la route pendant devra elle aussi respecter le cahier des charges. Tout comme il a indiqué que les services de la wilaya d'Alger spécialisés dans l'éclairage public s'attèlent à l'élaboration d'une étude pour équiper les tronçons adjacents aux nouvelles zones urbaines d'un réseau d'éclairage.

SALON INTERNATIONAL DU BÂTIMENT, DES TRAVAUX PUBLICS ET DES INSTALLATIONS PÉTROLIÈRES DE OUARGLA

Plus de 70 exposants attendus février prochain

Plus de 70 exposants devront prendre part à la 4ème édition du Salon international du bâtiment, des travaux publics et des installations pétrolières dans le sud du pays, prévue du 3 au 6 février prochain à Hassi-Messaoud (80 km Est d'Ouargla), a-t-on appris samedi des organisateurs. Placée sous le signe "Transition énergétique et économie verte", cette édition verra la participation des entreprises algériennes et étrangères versées dans les activités du bâtiment, des travaux publics et des services

gaziers et pétroliers, a indiqué le responsable de l'entreprise organisatrice "Souf-Foire", Abderraouf Saddouki. De même, des opérateurs économiques et représentants d'entreprises opérant en Algérie, des organismes administratifs, des entreprises publiques d'assurance et des institutions bancaires devront également prendre part à cette manifestation économique pour vulgariser leurs services et avantages accordés en termes d'octroi de prêts et de facilités. Cette manifestation devra être mise à profit par les

participants pour échanger les expériences dans les domaines de la construction, travaux publics et installations pétrolières, et établir des relations avec des entreprises étrangères et intervenants dans le domaine des équipements industriels, installations et maintenance. Cet évènement sera aussi une occasion pour les participants étrangers et nationaux pour conclure des contrats et partenariats. Le programme prévoit également l'animation d'une série de communications ayant trait au thème de cette

manifestation. Initié par l'entreprise "Souf-Foire" avec le concours de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur et la wilaya d'Ouargla, ce salon s'assigne comme objectifs l'encouragement et l'attrait des investissements dans les domaines du bâtiment, travaux publics et installations pétrolières, la relance de développement dans le sud du pays et la promotion du climat des affaires et des opportunités d'exportation, ont indiqué les organisateurs. R E.

GHARDAÏA/ STOCKAGE DES CÉRÉALES Lancement prochaine des travaux de réalisation de huit centres de proximité

Une superficie globale de plus de huit hectares a été mobilisée pour la réalisation prochaine de huit (8) centres de proximité de stockage des céréales dans la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris jeudi auprès de la direction des services agricoles (DSA). Ce foncier localisé au bord des routes nationales (RN 1 et 49) traversant les localités de la wilaya de Ghardaïa et du domaine juridique national devra accueillir huit centres de proximité de stockage des céréales en vue d'assurer la sécurité alimentaire du pays, a indiqué à l'APS, le directeur du secteur, Sid Ahmed Melahi. Ces centres sont circonscrits à travers les régions de Metlili, Seb Seb, Mansoura, Guerrara ainsi que deux sites dans la commune de Ghardaïa non encore délimités, a-t-il détaillé. La wilaya de Ghardaïa compte actuellement deux complexes frigorifiques, un à Oued N'chou achevé et équipé d'une capacité de 10.000 M3, ses équipements sont à l'essai, et un autre d'une capacité de 4.000 M3 à Metlili dont les travaux ont atteint les 75% en cours d'achèvement. Ces espaces de stockage notamment des produits agricoles stratégiques visent à renforcer la production nationale afin de répondre à la demande de consommation locale et par la même à consolider la sécurité stratégique du pays en matière de produits alimentaires et l'approvisionnement de la population, la maîtrise du circuit de production, de commercialisation des produits stratégiques ainsi que la traçabilité des semences de production, signale-t-on.

R E.

DJANET/EXPLOITATION AURIFÈRE ARTISANALE

103 micro-entreprises régularisées

Cent trois (103) micro-entreprises d'exploitation aurifère artisanale ont bénéficié de la régularisation réglementaire dans la wilaya de Djanet, a-t-on appris samedi de l'antenne régionale de l'agence nationale des activités minières (ANAM). Ces entités économiques, ayant générées plus de 400 emplois, se sont vues accorder des autorisations d'exploitation aurifère artisanale pour remettre

leur produit, or brut, à l'entreprise nationale d'exploitation des mines d'Or (ENOR), a expliqué le président de l'antenne régionale d'ANAM, Djamel Chikaoui. Les services de cette instance régionale, couvrant les wilayas d'Illizi et de Djanet, organisent, des visites de contrôle et d'inspection aux sites d'exploration pour s'assurer des activités réglementaires d'exploitation, en plus de l'orientation et l'accompagnement techniques des actions d'ex-

ploitation assurées par cinq ingénieurs par souci de préserver la richesse minière, a expliqué le même responsable. Les jeunes créateurs de micro-entreprises ont, à ce titre, bénéficié d'une formation spécialisée en exploitation aurifère artisanale au niveau des établissements de la formation professionnelle de la wilaya de Djanet leur permettant de s'initier aux techniques d'exploitation des minerais, notamment celle aurifère. Les

services de la wilaya ont fait part, de leur côté, qu'une série de mesures seront lancées prochainement, dans le cadre des efforts de suivi des activités minières, pour prendre en charge les préoccupations des orpailleurs de la wilaya de Djanet. Dans ce cadre le wali de Djanet, Benabdallah Chaïb Eddour a, à cette occasion, souligné la détermination des autorités locales d'accompagner les micro-entreprises activant dans le domaine minier.

TIZI-OUZOU

Saisie de plus de 94 grammes de kif traité

Deux individus ont été arrêtés et une quantité de 94,13 grammes de kif traité a été saisie par les éléments de la Sûreté urbaine de Ouadhias (sud-ouest de Tizi-Ouzou), rapporte vendredi un communiqué de la Sûreté de wilaya. Les individus arrêtés étaient, également, en possession de sommes d'argent en monnaie nationale (67.000 DA), et étrangère (70 euros), au moment de leur arrestation. Présentés au parquet de Draa El-Mizan, territorialement compétent, ils ont été placés en détention provisoire pour possession de produits stupéfiants en vue de leur commercialisation.

MASCARA

Démantèlement d'un atelier clandestin de contrefaçon et de trafic de psychotropes

Les services de police de Mascara ont démantelé, récemment, un atelier clandestin de contrefaçon et de trafic de substances psychotropes à des fins d'escroquerie et arrêté cinq individus impliqués dans cette affaire, a indiqué vendredi la Sûreté de wilaya dans un communiqué. L'opération a été effectuée sur la base d'informations parvenues à la police selon lesquelles quatre personnes présumées possédaient du matériel pour la contrefaçon et le trafic de substances psychotropes à des fins d'escroquerie, exploitant une résidence dans la ville de Mascara comme atelier clandestin pour produire des substances psychotropes contrefaites en remplaçant l'écriture pharmaceutique d'un médicament utilisé dans le traitement du système digestif. En coordination avec le parquet territorialement compétent, une perquisition a été menée au domicile, les suspects ont été ainsi arrêtés et le matériel utilisé saisi, ainsi que 840 comprimés psychotropes contrefaits. La police a arrêté également un autre individu présumé trafiquant de substances psychotropes au chef-lieu de wilaya, en sa possession 780 comprimés psychotropes contrefaits, qui provenaient du même atelier, selon le communiqué. Les individus arrêtés ont été présentés devant le procureur de la République près le Tribunal de Mascara, qui a ordonné leur placement sous mandat de dépôt.

PORT D'ORAN

Plus de 10 millions de tonnes de marchandises traitées en 2023

Plus de 10 millions de tonnes de marchandises, toutes natures confondues, ont été traitées en 2023 par le port d'Oran, a-t-on appris de la Direction générale de l'Entreprise Portuaire.

Selon le conseiller du Président-directeur général de l'EPO, Fasla Mohamed Djaoued, un volume global de 10.112.151 de tonnes de diverses marchandises a été traité, durant l'année écoulée, contre 10.695.159 tonnes en 2022, soit un "léger recul" de 5%. S'agissant des exportations hors-hydrocarbures, la même source a déclaré à l'APS que 2.194.878 tonnes de klinker ont transité par le port d'Oran, durant la même période, suivi du ciment avec 429.873 tonnes et de divers métaux ferreux (489.276 tonnes). Le conseiller du PDG de l'EPO a précisé, dans ce contexte, que le volume des exportations du ciment a connu une hausse "significative" en 2023, estimée à 37%, en comparaison avec l'année 2022, suivis des métaux ferreux, qui ont connu une augmentation de 2%. Le mouvement des marchandises solides ayant transité par le port de la ca-

pitale de l'Ouest a atteint un volume de 1.074.904 tonnes, durant la même période. Concernant les importations, M. Fasla a précisé que les céréales, toutes variétés confondues, occupent la première place des marchandises importées en 2023, avec un volume évalué à 2.306.996 tonnes, contre 2.472.120 tonnes en 2022, soit un écart négatif de 7%. Le même responsable a fait observer que l'année 2023 a été marquée également par l'importation, via le port d'Oran, de 1.648.655 tonnes d'aliments de bétail. Le volume des marchandises en vrac liquides traité par le port d'Oran, durant l'année écoulée, a atteint, quant à lui, 159.174 tonnes, représentant une hausse de 20%, en comparaison avec 2022, a détaillé M. Fasla, qui a précisé que les produits exportés sont constitués d'huiles végétales, principalement de soja. S'agissant du volume des activités di-

verses (importation/exportation), le bilan annuel fait état d'une hausse de 11%, sur un volume global évalué à 2.740.308 tonnes, contre 2.464.870 tonnes enregistrés en 2022, constitués principalement de produits ferreux et de matières d'emballage. Le port d'Oran a vu, durant la même période, une hausse notable du mouvement des conteneurs évalué à 21%, a fait observer le conseiller du PDG de l'EPO, avec pas moins de 246.682 conteneurs, contre 203.294 enregistrés en 2022, soulignant que le poids brut des marchandises transportées a atteint 1.469.172 tonnes, contre 1.285.818 tonnes en 2022. S'agissant du mouvement des voyageurs et des véhicules, la même source a indiqué que 236.968 voyageurs et 75.486 voitures ont transité par le port d'Oran, soit une augmentation, respectivement de 11% et 25% en comparaison avec les données de 2022.

AÏN-DEFLA

Distribution prochaine de plus de 4 000 ruches pleines

Un quota de 4.170 ruches pleines, avec leurs équipements, sera distribué durant mars et avril prochains au profit de jeunes agriculteurs de la wilaya d'Ain Defla, dans le but de développer la filière apicole, a-t-on appris auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). Ces 4.170 ruches pleines avec leurs équipements d'élevage apicole seront distribuées au profit des petits apiculteurs de la wilaya dans le cadre de l'appui aux éleveurs et aux petits

exploitants agricoles, a indiqué à l'APS le premier responsable du secteur, Mohamed Bourahla. Les services agricoles ont recensé 417 jeunes bénéficiaires de ce programme et qui sont issus d'une trentaine de communes de la wilaya, notamment celles situées en zones rurales et zones montagneuses, a ajouté M. Bourahla. Le choix des bénéficiaires, dont la liste est validée par le comité technique de wilaya, a été effectué sur la base de décision ministérielle n 365, du 14 avril

2018, fixant les conditions d'éligibilité au soutien aux petits agriculteurs dans le cadre du Fonds national de développement rural (FNDR), a-t-il assuré. Ce programme d'appui aux éleveurs et aux petits exploitants agricoles, a nécessité la mobilisation d'une enveloppe de 80 millions de DA, est d'une consistance totale de 8.000 ruches pleines avec équipements qui seront distribuées durant cette année au profit d'apiculteurs de la wilaya, a-t-on appris auprès de la DSA.

Pour rappel, un quota de 3.500 ruches pleines et leurs équipements a été distribué aux bénéficiaires entre 2021 et 2023 à Ain Defla, dont un lot de 1.380 ruches pleines en 2021, 500 ruches en 2022 et un lot de 1.620 ruches distribuées en 2023. A noter que le parc apicole de la wilaya d'Ain Defla est estimé à plus de 24.000 ruches pleines et plus de 1.500 apiculteurs recensés, tandis que la production annuelle dépasse les 800 quintaux de miel, selon les mêmes services.

UNIVERSITÉ D'ORAN-1 « AHMED BEN BELLA »

Ouverture d'une maison de l'Intelligence artificielle

L'Université d'Oran-1 « Ahmed Ben Bella » s'est dotée, récemment, d'une maison de l'Intelligence artificielle, visant à encourager les chercheurs parmi les étudiants et les enseignants à développer et à s'intéresser davantage à ce volet, a-t-on appris, mardi, auprès de cet établissement de l'enseignement supérieur. Cette structure, inaugurée la semaine dernière et domiciliée au siège de l'incubateur des affaires de l'Université, aura pour objectif de cristalliser et d'évaluer les projets de recherche dans le domaine de l'intelligence artificielle et d'encourager les chercheurs, y compris les enseignants et les étudiants des diverses spécialités et filières académiques, à ac-

corder plus d'attention à ce domaine scientifique, a indiqué à l'APS la chargée de communication, Soumia Berhail. Cette nouvelle structure facilitera également l'interaction entre les étudiants, les porteurs de projets et les titulaires de brevets avec des enseignants et des experts dans le domaine de l'intelligence artificielle, a ajouté la même interlocutrice. Cette maison, la première du genre au niveau de la ville universitaire d'Oran, s'intéresse également aux applications de l'intelligence artificielle dans diverses spécialités universitaires telles que la littérature, les arts, les sciences humaines, les sciences islamiques, la traduction et autres, a expliqué Mme Berhail, qui a

ajouté qu'elle est élargie aux coordinateurs et représentants des différentes facultés et instituts de l'Université d'Oran, sous la supervision du vice-rectorat des relations extérieures. Une première séance de travail a été tenue, hier lundi, avec les coordinateurs de la Maison de l'Intelligence artificielle, les représentants des facultés et des instituts de l'Université d'Oran-1, présidée par le vice-recteur chargé des affaires extérieures, afin d'examiner un certain nombre de points inscrits à l'ordre du jour, avant de commencer à recevoir les premiers projets liés à l'intelligence artificielle, a ajouté la même source.

CROISSANCE RUSSE

Pourquoi les prévisionnistes se sont trompés pour 2022 et 2023, et pourquoi ils se tromperont encore pour 2024

Depuis le début de l'application des sanctions occidentales contre la Russie fin février 2022, de nombreuses prévisions catastrophiques ont été faites sur l'économie russe. L'effet des sanctions, ou plus exactement des «mesures de coercition économique», prises contre la Russie depuis le début du conflit en Ukraine, a été l'objet de nombreuses discussions. Leur efficacité a été remise en question. En fait, l'expérience du premier épisode de sanctions contre la Russie (2014-2017) n'a pas été concluante, et il en va évidemment de même pour le second. Mais un autre problème est alors apparu.

4^e partie et fin

Par Jacques Sapir

Ce fut une surprise très positive, et qui a fait notre bonheur, car les prévisions initiales étaient plutôt pessimistes. Mais, elle indique aussi que l'effet des sanctions s'est dissipé plus vite que prévu. Commençons donc par l'accroissement de la population employée. On voit alors (graphique 1) que l'augmentation de la population occupée a connu deux phases qui sont bien distinctes. De mars 2022 à décembre, la population en emploi se contente de retrouver son niveau de décembre 2021. Mais à partir de décembre 2022, l'augmentation a été vraiment spectaculaire jusqu'en août 2023. La croissance de la population en emploi a été de 2,1 millions en 8 mois, soit 2,8%, ce qui est effectivement considérable. Naturellement, on s'attendait à ce que la population active augmente, mais certainement pas dans de telles proportions. L'économie russe s'était largement remise de la crise du Covid au début de 2022 et, par conséquent, cette énorme croissance de la population active a été une surprise. Bien entendu, cela a eu un impact direct sur la croissance des salaires réels (graphique 2). Les salaires réels ont diminué d'avril 2022 à octobre 2022 en raison des sanctions qui ont entraîné une forte inflation aux 2^e et 3^e trimestres 2022. La situation s'est ensuite améliorée avec une forte baisse de l'inflation et une forte poussée sur les salaires nominaux. Mais la situation a radicalement changé après avril 2023, les réserves de main-d'œuvre étant probablement épuisées. C'est une conséquence de la très forte augmentation de la population active que nous observons depuis décembre 2022. Le taux d'activité a atteint des niveaux sans précédent et la relation entre l'augmentation des salaires réels et le taux d'activité a radicalement changé. En fait, ce changement est visible dès avril 2022. On obtient alors une sorte de relation qui s'apparente à la célèbre courbe de Phillips[51]. Bien sûr, nous ne comparons pas chômage et inflation mais



cherchons s'il existe une relation entre l'emploi atteignant de nouveaux niveaux avec un taux d'activité désormais proche de 1 et le taux de croissance des salaires réels. Des études ont montré que dans une économie dite «à haute pression», la courbe de Phillips pourrait bien réapparaître[52]. Et très clairement, la relation entre la croissance des salaires réels et le taux d'activité[53] a changé d'avril-mai 2022 à août 2023. Le changement de dynamique économique est clair. Mais une chose qui a été sous-estimée était son caractère cumulatif. Pour compenser la baisse de la productivité du travail, mais aussi pour développer leurs activités à des fins militaires et de substitution aux importations, les entreprises russes ont augmenté le nombre de leurs employés. Fin 2022, elles avaient retrouvé le taux d'activité déjà élevé atteint fin 2021 et sont allés plus loin. Lorsque le taux d'activité a dépassé 96,5%, le salaire réel a commencé à augmenter fortement. Ceci, combiné à une disparition de la crainte du chômage chez les travailleurs, a conduit à une forte augmentation de la consommation des ménages qui a pesé davantage sur la poussée d'activité. C'est cette hausse de la consommation des ménages qui a «surpris» les économistes. Mais les conditions de cette augmentation étaient clairement réunies entre décembre 2022 et mars 2023.

Le changement de dynamique économique est clair. Mais ce qui a été sous-estimé était son caractère cumulatif. Pour compenser la baisse de la productivité du travail, mais aussi pour développer leurs activités à des fins militaires et de substitution aux importations, les entreprises russes ont augmenté le nombre de leurs employés. Fin 2022, elles avaient retrouvé le taux d'activité déjà élevé atteint fin 2021 et elles sont allées plus loin. Lorsque le taux d'activité a dépassé 96,5%, le salaire réel a commencé à augmenter fortement. Ceci, combiné à une disparition de la crainte du chômage chez les travailleurs, a conduit à une forte augmentation de la consommation des ménages qui a pesé davantage sur la poussée d'activité. C'est cette hausse de la consommation des ménages qui a «surpris» les économistes. Mais les conditions de cette augmentation étaient clairement réunies entre décembre 2022 et mars 2023. Il est clair que nous ne pourrons pas nous attendre à une augmentation similaire pour 2024. La population active semble avoir atteint sa limite supérieure et, sans un flux d'immigration considérable, l'augmentation de la population active sera assez faible pour l'année à venir. Mais la productivité du travail augmente depuis mars 2023 et retrouve ses valeurs de fin 2021/début 2022. La combinaison de ces deux facteurs

explique pourquoi les résultats définitifs ont dépassé les prévisions (et les attentes) du début du printemps ou de l'été 2023 et pourquoi les perspectives pour l'année 2024 sont raisonnablement bonnes. La croissance rapide de la productivité a démontré les progrès réalisés par les entreprises, qu'elles soient privées ou publiques, dans la réorganisation pour augmenter la production et elle a aussi prouvé que les sanctions se sont affaiblies beaucoup plus vite que prévu. De fait, elles ont perdu une très grande partie de leurs effets à partir du 3^e trimestre 2023. Avec les collègues de l'IPE-ASR nous attendions à cela plutôt vers la fin du 2^e trimestre 2024, voire la fin de l'année 2024. Certes, les importations en provenance de Chine avaient largement augmenté et cela a joué un rôle. Mais ces importations n'expliquent pas tout. Toutefois, la situation dans laquelle l'économie russe devait être contrainte par l'offre et non par la demande ne durera pas éternellement. C'est pourquoi les prévisions pour 2024 sont nettement moins optimistes que celles pour 2023. Il faut alors rappeler que la «surprise de 2023» n'était pas la première dans l'histoire économique russe. Les économistes ont déjà été surpris au moins à deux reprises par la vigueur d'une reprise économique. La première fois, de fut après la crise financière d'août 1998[54]. Ils furent une nouvelle fois surpris par la rapidité de la reprise de l'économie russe après la crise du Covid-19. Aujourd'hui, ils sont surpris par sa reprise après les sanctions. Les deux derniers épisodes sont une preuve indirecte de la bonne santé de l'économie russe. Parce que l'économie s'apparente plus à un organisme vivant qu'à un mécanisme[55], comme nous l'avait répété à plusieurs reprises feu l'académicien Viktor V. Ivanter, il est en effet très difficile de prévoir les capacités de réaction du système productif en temps de crise. Or, pour les économistes, il est toujours nécessaire de faire des prévisions, au risque naturellement de se tromper. Dans cette affaire, l'humilité et la modestie sont toujours de mise.

Source : Les crises.fr

Notes

[51] Del Negro, M., Lenza, M., Primiceri, G. E., and Tambalotti, A., What's up with the Phillips Curve? NBER Working Papers 27003, National Bureau of Economic Research, 2020. Doser, A., Nunes, R., Rao, N., and Sheremirov, V., "Inflation expectations and nonlinearities in the Phil-

lips curve" in Journal of Applied Econometrics, 2023, Vol. 38, n°4, pp.1-19. [52] Hooper, P., Mishkin, F. S., and Sufi, A., "Prospects for inflation in a high-pressure economy: Is the Phillips curve dead or is it just hibernating?" in Research in Economics, Vol. 74 (n°1), pp. 26-62.

[53] Ou ratio entre la population en emploi et la population active.. [54] Sapir J., « Russia's Crash of August 1998: Diagnosis and Prescriptions », in Post-Soviet Affairs, vol. 15, n°1/1999, pp. 1-36. [55] Makriyannis C., "The foundational

economy-as-an-organism assumption of ecological economics: Is it scientifically useful?", in Ecological Economics, Volume 200, 2022. See to Georgescu-Roegen N., Analytical Economics: Issues and Problems, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1966.

**OMAN
ASYAD
annonce le
démarrage
des opérations
du terminal à
conteneurs de
Duqm**

Le groupe omanais Asyad a annoncé hier samedi le début de la gestion et de l'exploitation du terminal à conteneurs Asyad au port de Dukm, par l'intermédiaire de sa branche opérationnelle, Asyad Ports.

Le groupe a indiqué dans un communiqué que l'exploitation du terminal s'inscrit dans le cadre de la stratégie du groupe visant à renforcer la compétitivité des services et activités d'ASYAD Ports en tant qu'opérateur national pour la gestion et l'exploitation des ports, terminaux et postes d'amarrage commerciaux.

Elle a ajouté que la nouvelle station s'inscrit dans le cadre des plans d'expansion du groupe pour fournir des solutions logistiques intégrées, "et une extrapolation de la croissance du trafic commercial mondial et des activités de manutention et répondant aux exigences des plus grandes compagnies de transport de conteneurs au monde", selon l'agence de presse d'Oman. La nouvelle gare fait partie des projets d'expansion du groupe pour offrir des solutions logistiques intégrées.

Le groupe a déclaré que le terminal renforce la position du port de Duqm et de la zone économique spéciale de Duqm en tant que destination mondiale pour la manutention de conteneurs et les services logistiques intégrés.

SELON LES DONNÉES DE L'ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME**156% de touristes en plus en Arabie Saoudite pour 2023**

Le baromètre de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) a révélé dans son rapport de janvier que 156% de touristes en plus sont arrivés dans le Royaume en 2023 par rapport à 2019, une réussite attribuée à la reprise mondiale dans le domaine du tourisme.

Le Moyen-Orient est la seule région à avoir atteint une croissance touristique aux niveaux d'avant la pandémie, recevant 122 % de touristes de plus en 2023 qu'en 2019, a rapporté la SPA.

Selon le rapport, le taux mondial de reprise du tourisme en 2023 s'élevait à 88 % des niveaux d'avant la pandémie, enregistrant environ 1,3 milliard d'arrivées. Les revenus du tourisme international ont atteint 1 300 milliards de dollars, soit près de 93 % des 1 500 milliards de dollars réalisés en 2019. L'OMT estime que la contribution directe du tourisme au PIB en 2023 s'est élevée à 3 %, soit 3 300 milliards de dollars. Il s'attend à ce que le tourisme mondial se

remette complètement de la pandémie en 2024 et connaisse une croissance de 2 % par rapport à 2019. Les rapports publiés par l'OMT montrent une contribution significative du secteur du tourisme en Arabie Saoudite à l'économie ; le pays a dépassé le nombre de touristes arrivant dans les pays du G20 en 2023 et s'est classé deuxième parmi les destinations touristiques à la croissance la plus rapide au monde au cours des trois premiers trimestres de l'année dernière. Diverses destinations touristiques du pays ont connu une augmentation significative du nombre de visiteurs, tant nationaux qu'étrangers, en 2023, et ont enregistré un nouveau record

de dépenses des visiteurs venant de l'étranger, selon les données publiées par la Banque centrale d'Arabie saoudite (SAMA), qui montre que les revenus du tourisme ont atteint plus de 100 milliards SAR pour les trois premiers trimestres de 2023. C'est bien au-dessus de l'estimation initiale de 37,8 milliards SAR pour les trois premiers trimestres de 2023, et une augmentation de 72 % par rapport à la période de comparaison de 2022.

Ces réalisations témoignent de la position distinguée du Royaume en tant que destination touristique mondiale et reflètent la confiance des voyageurs dans les options et la diversité touristiques du pays.

CONTRE CONTRE LA PALESTINE**La dette d'israel s'aggrave et atteint 299 milliards \$**

Selon le journal économique israélien Globes, l'analyste général du ministère israélien des Finances, Eli Rotenberg, s'attend à ce que la proportion de la dette publique augmente jusqu'à 62,1% du produit intérieur brut en 2023 en raison des répercussions financières de la guerre dans la bande de Gaza, après les que attentes indiquaient une baisse de 1% sur une base annuelle à 59% avant le 7 octobre.

SEULS LES PREMIERS DÉGÂTS

Bien que la prévision de Rotenberg soit meilleure que celle d'autres analystes selon laquelle la dette augmenterait

jusqu'à 63 % du PIB, ce pourcentage ne reflète que les premiers dommages causés à l'économie israélienne par la guerre en cours dans la bande de Gaza. Le ratio dette/PIB devrait continuer d'augmenter en 2024, mais la grande question qui trouble les marchés et les agences de notation est : de combien va-t-il augmenter ? Pour que le ratio dette/PIB cesse d'augmenter, le déficit budgétaire – qui s'élève actuellement à 4,2 % – doit être réduit à 3 %, mais selon le budget révisé pour 2024, où le gouvernement estime que le déficit augmentera à 6,6 %, aucune reprise n'est attendue avant un an 2025 dans les meilleurs scénarios, selon le journal.

Au plus fort de la pandémie de Corona, le ratio dette/PIB d'Israël est passé de 58,8 % en 2019 à 70,7 % en 2020. Mais cette fois, l'analyste estime que ce chiffre n'atteindra pas 70 % avant de diminuer. À la fin de l'année dernière, la dette d'Israël s'élevait à 1 120 milliards de shekels (299,18 milliards de dollars), contre 1 030 milliards de shekels (275,13 milliards de dollars) fin 2022, en raison des charges accumulées à la suite de la guerre.

RÉTRÉCISSEMENT

La semaine dernière, l'économiste en chef du ministère des

Finances israélien, Shmuel Abramson, s'attendait à ce que son économie se contracte de 1,5% si la guerre dans la bande de Gaza se poursuivait jusqu'à la fin de l'année en cours, alors qu'il espérait une croissance de 2,7% pour l'année 2024 avant le début de la guerre, selon un rapport publié par Globes. Selon le scénario de base qui prévoit la fin de la guerre en février prochain s'attend à ce que le PIB israélien augmente de 1,6% au cours de l'année en cours, avec une contraction en termes par habitant. Le scénario de base suppose que la guerre dans la bande de Gaza se poursuivra pendant 5 mois et se terminera en février prochain.

CONCLUSIONS DU DAVOS**«Construire la confiance» dans un «monde divisé»**

À l'issue du Forum économique mondial de Davos, les chefs d'entreprise et les dirigeants politiques locaux ont souligné la nécessité de « reconstruire la confiance » dans un monde divisé. Ils ont reconnu qu'il y avait encore un long chemin à parcourir pour le monde.

Qu'il s'agisse des guerres généralisées en Ukraine et au Moyen-Orient ou des soupçons selon lesquels les chefs d'entreprise et les experts de la technologie cherchent à gagner de l'argent en supplantant les travailleurs dotés d'intelligence artificielle, la confiance est clairement rare, a rapporté l'Associated Press (AP).

« Il est irréaliste de penser que Davos – ou n'importe quelle réunion, n'importe où dans le monde – puisse, en une seule réunion, rétablir la confiance alors qu'elle est fragmentée sur tant de dimensions », a déclaré Rich Lesser, président du Boston Consulting Group.

Mais des milliers de conversations entre les secteurs social, privé et public contribuent à créer « un point de départ pour



rétablir la confiance », a-t-il déclaré. Un grand mur artistique intitulé « Reconstruire la confiance » qui accueillait les gros bonnets, de Bill Gates au ministre iranien des Affaires étrangères, était rempli d'expressions comme « Croissance et emplois », « Climat, énergie naturelle » et « Coopération et sécurité » – des mots à la mode pour certains.

« Ce qui est frappant, voire choquant, pour moi à Davos, c'est cet étrange engagement des participants à adopter un

état d'esprit optimiste », a déclaré Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International.

La conclusion générale, ont déclaré les participants, est que la situation économique mondiale est un peu plus brillante qu'on aurait pu le penser - les taux d'intérêt et l'inflation semblent avoir atteint des sommets sur les marchés les plus riches - mais personne ne sait encore où se situent les guerres attractives et les élections imminentes aux États-

Unis, l'Inde, l'Union européenne et l'Afrique du Sud, vont réorienter le monde.

Outre les tensions géopolitiques, les discussions sur l'avenir et les risques de l'intelligence artificielle ont occupé le devant de la scène à Davos. Certains chefs d'entreprise pensent que l'IA générative peut augmenter la productivité et réduire les tâches routinières.

Pourtant, les sceptiques craignent que les progrès technologiques rapides dépassent les régulateurs, entraînant des pertes d'emplois et la propagation de davantage de désinformations sur les réseaux sociaux. Certains soutiennent que les humains devraient garder le contrôle et ne pas laisser la technologie prendre seule des décisions importantes.

« Peu importe les capacités de l'IA, les humains restent le facteur décisif. Nous devons donc nous concentrer sur la formation des ressources humaines, en particulier des travailleurs hautement qualifiés », a déclaré Pham Minh Chinh, Premier ministre vietnamien, lors d'un panel à Davos.

AFRIQUE

Les flux d’IDE ont quasi stagné entre 2022 et 2023

En 2023, les IDE en Afrique se chiffraient à 48 milliards de dollars, selon le rapport de la CNUCED. En comparant les différentes régions du continent, on remarque que l’Afrique du Nord a attiré moins d’IDE avec 12 milliards \$ (2023) contre 15 milliards en 2022, soit une baisse de 21%.

Les flux d’investissements directs étrangers (IDE) à destination de l’Afrique ont enregistré une légère baisse de 1% par rapport à 2022 en s’établissant à 48 milliards \$ en 2023. C’est ce qui ressort du rapport sur les flux d’investissement de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Selon l’institution, les annonces de nouveaux projets ont progressé en Afrique, portées par la croissance au Maroc, au Kenya et au Nigeria. Les financements de projets ont cependant baissé d’un tiers compromettant les perspectives de financement des infrastruc-

tures. En comparant les différentes régions du continent, on remarque que l’Afrique du Nord a attiré moins de flux d’IDE en 2023 avec 12 milliards \$ contre 15 milliards \$ en 2022, soit une baisse de 21%. En revanche, les autres régions ont connu une hausse cumulée de 8% des entrées d’IDE passant de 33 milliards en 2022 à 36 milliards de dollars en 2023. Ces évolutions des flux d’IDE interviennent dans un contexte où plusieurs pays africains sont confrontés à de nombreux défis notamment les attaques terroristes et les conflits en Afrique subsaharienne. De plus, l’augmentation des taux d’intérêt sur les mar-

chés internationaux a entraîné une diminution des flux de capitaux en direction du continent africain. Notons que sur le plan mondial, les investissements directs étrangers ont enregistré une hausse de 3% passant de 1326 milliards en 2022 à 1365 milliards \$ en 2023. Une tendance qui devrait s’observer au cours de cette année en raison des conditions de financement stables, malgré des risques persistants liés « aux tensions géopolitiques, à l’endettement élevé dans plusieurs pays et aux inquiétudes sur la fracture économique mondiale », a soutenu la CNUCED.

CIBLANT DES START-UP AFRICAINES

Le PNUD lance un fonds de 1 milliard \$

Le principal organisme des Nations Unies pour le développement s’est associé à des Etats africains pour mettre sur pied un fonds innovant qui soutiendra l’écosystème des start-up africaines. Ce véhicule mobilisera des capitaux auprès de structures, d’investisseurs et de gouvernements africains pour accompagner la croissance d’entreprises à fort potentiel sur le continent. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a annoncé le mercredi 17 janvier 2024, le lancement d’un fonds d’innovation de 1 milliard \$, ciblant des start-up africaines.

Dénommé « Timbuktoo », ce fonds mobilisera ce montant sous forme de capitaux catalyseurs et commerciaux auprès de gouvernements africains, d’investisseurs, d’entreprises et d’universités. Ces acteurs agiront sur tous les aspects liés à la création et au développement de start-up, afin d’accompagner la croissance d’entreprises innovantes et à fort potentiel sur le continent. « Ce qui rend Timbuktoo unique, c’est sa conception qui associe capital commercial et capital catalyseur pour réduire les risques d’investissement privé, avec une approche panafricaine de soutien aux start-up, tout en se concen-

trant sur l’ensemble de l’écosystème et en approfondissant les liens entre la politique gouvernementale, les universités, les entreprises, les partenaires catalyseurs et investisseurs commerciaux », a expliqué le PNUD, à l’initiative de ce fonds. Lancé avec le concours de plusieurs Etats africains, dont le Rwanda et le Ghana, Timbuktoo recevra un premier apport financier de 3 millions \$ du président rwandais Paul Kagame. Le fonds qui sera hébergé au Rwanda lèvera des capitaux qui serviront à « transformer en entreprises panafricaines significatives et disruptives, des idées et inno-

ventions naissantes », a fait savoir Ahunna Eziakonwa, directrice du bureau Afrique du PNUD. Pour le moment, l’on ignore encore si ce véhicule sera généraliste ou sectoriel, s’il couvrira l’ensemble du continent ou se concentrera sur quelques pays, et même les montants qu’il prévoit allouer par projet. En Afrique, la majorité du capital-risque, soit 89 %, provient de l’étranger. Ce capital qui a baissé de 36 % en 2023 est concentré dans 4 pays à savoir : le Nigeria, le Kenya, l’Afrique du Sud et l’Egypte. 60 % de ce capital va vers un seul secteur, celui de la fintech.

CÔTE D’IVOIRE

Suspension des exportations de produits vivriers jusqu’en juillet 2024

En Côte d’Ivoire, le secteur agricole fournit environ 16,7 % du PIB. Si les cultures comme la noix de cajou, le cacao ou le caoutchouc portent les exportations, la production vivrière joue un rôle crucial dans la sécurité alimentaire. En Côte d’Ivoire, les exportations de produits vivriers sont interdites depuis le 15 janvier dernier pour une durée de 6 mois. L’annonce a été faite dans une note publiée conjointement par le ministère de l’Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières, le ministère des Finances et du Budget et celui du Commerce et de l’Industrie.

Cette décision vise à assurer un approvisionnement régulier du marché local en produits vivriers en vue de garantir la sécurité alimentaire des populations vivant en Côte d’Ivoire. Tout manquement à cette disposition est passible de sanctions conformément aux dispositions prévues par la loi », indiquent les autorités. Cette mesure de suspension intervient dans un contexte où le pays devrait connaître un pic de consommation alimentaire notamment en milieu urbain avec l’afflux de visiteurs dans le cadre de la 34ème édition de la Coupe d’Afrique des nations (CAN) qui se tient du 13 janvier au 11 février prochain. Selon les médias locaux, une vingtaine de produits agricoles et leurs dérivés sont concernés notamment les

céréales (maïs, le riz, le mil, le sorgho et le fonio), les tubercules (manioc et igname) ou encore les fruits et légumes (banane plantain et piments). Il faut rappeler que dans le cadre des différentes mesures prévues pour lutter contre la cherté de la vie et assurer l’approvisionnement régulier du marché national, le gouvernement avait déjà imposé une interdiction sur les exportations de riz et de sucre entre septembre et décembre 2023.

POUR STIMULER L’INVESTISSEMENT DANS DES ENTREPRISES INNOVANTES

La BAD va investir 10,5 millions \$ dans le capital de Seedstars Africa Ventures

Le Conseil d’administration de la Banque africaine de développement a approuvé, mercredi 17 janvier 2024 à Abidjan, une prise de participation de 10,50 millions de dollars américains de la Banque au capital du fonds Seedstars Africa Ventures S.L.P. L’objectif est de permettre à ce fonds de capital-risque d’investir dans des entreprises africaines innovantes à fort potentiel de croissance. La BAD participe à hauteur de 7 millions de dollars provenant de ses ressources ordinaires et de 3,5 millions de dollars provenant du programme Boost Africa de l’Union européenne. Cette participation permettra à Seedstars Africa Ventures de lever des fonds, de se développer sur le continent africain et d’attirer d’autres investisseurs. Seedstars Africa Ven-

ture (SAV) investira dans des entreprises à fort potentiel, générant des revenus et s’attaquant aux défis clés du marché. Le fonds cible principalement l’Afrique subsaharienne, particulièrement les marchés moins couverts par les investisseurs traditionnels, avec une attention particulière pour les pays francophones comme le Sénégal, la Côte d’Ivoire, le Bénin et le Cameroun ; ainsi que les marchés tels que le Ghana, l’Ouganda et la Tanzanie. Seedstars Africa Venture, fonds de capital-risque de 75 millions de dollars investira dans les phases d’amorçage et de démarrage, avec des investissements initiaux d’environ 250 000 euros qui seront suivis d’injections de capitaux supplémentaires à concurrence de 5 millions d’euros visant à soutenir leur crois-

sance, essentiellement à partir de la phase d’amorçage qui s’attaquent aux contraintes clés du marché. SAV met l’accent sur l’inclusion financière et les technologies qui outillent les entreprises (fintech, insurtech) ; les plateformes de vente au détail et de logistique ciblant le marché des consommateurs en ligne et mobiles ; les technologies liées à la santé ; l’énergie hors réseau prépayée ; et plus généralement dans l’adoption de la technologie au sein des entreprises, notamment dans l’industrie et les chaînes de valeur agroalimentaires. On estime que le fonds contribuera à la création de plus de 9000 emplois à temps plein, dont 50% pour les femmes et génèrera un impact économique significatif.

Les objectifs du fonds sont alignés avec ceux de Boost Africa, qui vise à investir dans des startups innovantes à forte croissance ayant un impact social positif. Sa stratégie d’investissement renforcera la stratégie de la Banque africaine de développement, qui associe l’entrepreneuriat, l’investissement et la croissance économique à la réduction de la pauvreté et au développement durable. Elle contribuera également aux priorités opérationnelles de la Banque, les « High 5 », en soutenant des startups opérant dans des secteurs clés tels que l’agriculture, la santé, l’industrialisation et l’énergie hors réseau. Les investissements contribueront enfin à renforcer l’intégration régionale et à améliorer la vie des populations africaines.

CAMEROUN

Vers la création d’une Société de patrimoine des infrastructures numériques

L’opérateur historique Camtel est le gestionnaire des infrastructures télécoms publiques du Cameroun. Le plan de restructuration sur lequel travaille le gouvernement prévoit, entre autres, de transformer la société publique en une holding composée de trois entités. Une Société de patrimoine des infrastructures numériques (SPIN) devrait voir le jour au Cameroun d’ici la fin de l’année 2024 pour gérer et développer les actifs numériques publics du pays. C’est ce qu’a annoncé Judith Yah Sunday (photo), directrice générale de l’opérateur historique Camtel, lors d’une conférence de presse tenue à Yaoundé le mardi 16 janvier. La SPIN sera une filiale de Camtel, apprend-on. Elle sera chargée de valoriser le patrimoine de la société publique, notamment le réseau national de fibre optique, le câble sous-marin à fibre optique, le satellite télécoms, les stations terriennes et les centres de données. Elle aura également pour mission de développer de nouveaux projets d’infrastructures numériques, en partenariat avec le secteur privé et les bailleurs de fonds internationaux. La création de la SPIN intervient alors que le gouvernement camerounais pense à restructurer Camtel pour le rendre plus compétitif sur le marché télécoms national. Les solutions envisagées comprennent la transformation de la société publique en une holding composée de trois entités, l’allègement de ses effectifs et la réduction de sa dette qui s’élève à 600 milliards de francs CFA (996,7 millions USD). Le président Paul Biya s’est opposé à une privatisation de l’opérateur historique.

POINT MARCHÉS

Wall Street termine dans le vert, profite de l’optimisme sur l’IA

La Bourse de New York a fini en hausse vendredi, alors que le secteur de la technologie a profité de l'optimisme sur l'intelligence artificielle. L'indice Dow Jones a gagné 1,05%, ou 395,19 points, à 37.863,8 points.

Le S&P-500, plus large, a pris 58,87 points, 1,23%, à 4.839,81 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 255,32 points (1,70%) à 15.310,97 points. Le S&P 500 a atteint un record à la clôture, le premier en deux ans, grâce à rallye sur les semiconducteurs et sur les autres entreprises du secteur de la technologie. "Il s'agit d'une journée très encourageante, 4.800 à certainement été un niveau qu'il a été difficile de dépasser. Si nous continuons dans cette direction, ce sera un signe très positif", a déclaré Lisa Erickson, responsable des marchés publics chez U.S. Bank Wealth Management à Minneapolis.

Les valeurs liées aux semiconducteurs comme Qualcomm, Marvell Technology, Nvidia et Microchip Technology ont profitées de l'annonce du fabricant de serveurs Super Micro Computer, qui a relevé ses perspectives pour le second trimestre. Microsoft et Apple ont également progressé. Les semiconducteurs ont progressé depuis que TSMC a déclaré mercredi qu'il anticipait une solide demande pour les puces dans l'intelligence artificielle (IA). Les investisseurs se sont également réjouis des premiers résultats de l'enquête mensuelle de l'Université du Michigan, qui montrent que le moral des ménages

américains s'est amélioré plus que prévu depuis le début du mois de janvier. Aux valeurs, Travelers s'est envolé après avoir indiqué que son bénéfice avait plus que doublé au quatrième trimestre. Spirit Airlines a rebondi après avoir déclaré qu'il évaluait les options pour refi-

nancer certaines échéances de sa dette. iRobot a de son côté reculé après des informations selon lesquelles la Commission européenne envisagerait de bloquer l'acquisition par Amazon du fabricant d'aspirateurs autonomes pour un montant de 1,4 milliard de dollars.

Les Bourses chinoises indécises

Les Bourses chinoises ont ouvert vendredi 19 janvier sans direction claire, au moment où les incertitudes économiques en Chine continuent à peser sur les investisseurs, et en dépit d'une séance de hausse à Wall Street la veille. Dans les premiers échanges à Hong Kong, l'indice Hang Seng était proche de l'équilibre à 15.404,69 points. De son côté, l'indice composite de la Bourse de Shanghai perdait 0,31% à 2.836,97 points, tandis que la place de Shenzhen était en baisse de 0,19% à 1.699,29 points.

BOURSE DE PARIS

Boostée par le luxe et la technologie, elle progresse de 1,13%

La Bourse de Paris a progressé de 1,13% jeudi, soutenue par la hausse des secteurs du luxe, poids lourd de la cote, et de la technologie après des résultats d'entreprises, tandis que les taux obligataires tendent à se stabiliser. L'indice vedette CAC 40 est remonté de 82,66 points à 7.401,35 points. La veille, il avait reculé de 1,07%. C'était sa deuxième perte de plus de 1% en 2024, alors qu'il n'en avait pas connu lors des deux derniers mois de 2023. Après des plus hauts atteints en décembre, le début d'année 2024 est à ce stade négatif pour la cote parisienne, qui perd environ 2%. «On était dans une phase de consolidation», souligne Samy Chaar, chef économiste de Lombard Odier, même si cette phase est «plutôt saine» selon lui. Le fort rebond des Bourses de la fin d'année «s'est construit sur des attentes de six baisses des taux» des banques centrales en 2024, ajoute-t-il, jugeant ce chiffre un peu exagéré. «Les données macroéconomiques sont bonnes, presque trop solides pour justifier la baisse des taux des banques centrales», ce qui «remet en cause ce nombre de baisses des taux en 2024» et a provoqué une réévaluation des

marchés. L'Europe scrutée de très près Stable en début de séance, le taux d'intérêt de l'emprunt de l'Etat français à dix ans montrait à 2,84% vers 18H00, après avoir nettement progressé mercredi (2,81% à la clôture). Aux Etats-Unis, les nouvelles inscriptions hebdomadaires au chômage, au plus bas depuis septembre 2022, ont confirmé l'impression générale d'une économie qui refuse de plier face aux taux directeurs élevés de la Réserve fédérale (Fed) américaine, ce qui pourrait retarder la première réduction de ses taux. Quant à la Banque centrale européenne (BCE), elle a jugé en décembre que l'évolution des salaires en zone euro était encore trop incertaine pour croire à un recul durable de l'inflation, justifiant de laisser les taux directeurs inchangés, selon le compte rendu de la réunion publié jeudi. Le luxe rebondit La progression du jour du CAC 40 s'explique surtout par les annonces d'entreprises qui ont entraîné les secteurs du luxe et de la technologie à la hausse. Les valeurs du luxe progressent nettement après les résultats supérieurs aux attentes de Richemont: LVMH a pris 2,47% à 663,40 euros

et Hermès 1,76% à 1.841,80 euros. Kering a rebondi de 2,17% à 353,60 euros, la veille son action était tombée à son plus bas niveau depuis février 2018. Les valeurs du luxe subissent un début d'année, et plus largement les six derniers mois, difficiles en raison de la normalisation de la croissance de leurs ventes après les années fastes post-pandémie. LVMH et Kering ont perdu autour de 10% depuis le début de l'année, signant deux des cinq plus mauvaises performances du CAC 40. STMicroelectronics se laisse guider STMicroelectronics a avancé de 3,70% à 40,32 euros après les résultats du géant taïwanais des semi-conducteurs TSMC. Le PDG du groupe, C.C. Wei, prévoit «que 2024 sera une année de croissance saine pour TSMC», compte tenu de la demande croissante de technologies d'intelligence artificielle (IA) générative. Soitec est monté de 4,91% à 140 euros, aidé également par une note de Jefferies qui estime que la baisse récente de l'action est «injustifiée». Au sein du CAC 40, Capgemini (+2,44% à 197,35 euros) et Dassault Systèmes (+1,94% à 46,97 euros) ont aussi progressé.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 18 Janvier 2024					
Valeur : 22 Janvier 2024					
BASE		DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.5413	134.5563
1	EUR	EURO		146.4617	146.5049
1	GBP	POUND STERLING		170.8027	170.8651
100	JPY	JAPANESE YEN		91.0108	91.0271
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6959	18.6985
1	CHF	SWISS FRANC		155.5750	155.6104
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		99.6971	99.7378
1	DKK	DANISH KRONE		19.6388	19.6438
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.8809	12.8856
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8121	12.8182
1	AED	UAE DIRHAM		36.6238	36.6379
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8700	35.8788
1	KWD	KUWAITI DINAR		437.1062	437.2970
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.9944	43.4265
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.4719	13.4734
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.8663	28.0086
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5424	3.5428
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.0542	179.0542

La Bourse de Tokyo en hausse derrière Wall Street

La Bourse de Tokyo était en nette hausse vendredi dans la matinée, soutenue par la faiblesse du yen et par les valeurs technologiques après le bond de l'indice à forte coloration technologique Nasdaq à Wall Street la veille. L'indice vedette Nikkei gagnait 1,42% à 35.970,08 points vers 01h00 GMT et l'indice élargi Topix progressait de 0,62% à 2.505,55 points. La Bourse de New York, qui avait baissé en début de semaine face à la modération des attentes de baisses de taux de la banque centrale américaine (Fed), a repris de l'allant jeudi, notamment aidée par les investisseurs à la recherche de bonnes affaires. «Même si les espoirs de réduction rapide des taux d'intérêt ont récemment été douchés par des don-

nées économiques solides (...), la perspective d'une année 2024 sans récession aux Etats-Unis reste un élément extrêmement positif pour les actions», a commenté Stephen Innes dans une note de SPI Asset Management.

Sekisui House fait son nid aux Etats-Unis

Le constructeur de maisons japonais Sekisui House gagnait 2% après avoir annoncé jeudi l'acquisition de l'américain MDC Holdings pour un montant total d'environ 4,9 milliards de dollars. Avec ce rachat, conditionné au feu vert des autorités régulatrices américaines, Sekisui House

poursuit son expansion aux Etats-Unis où il avait déjà racheté précédemment quatre sociétés de construction résidentielle.

Le pétrole en progression

Le dollar valait 148,08 yens vers 01H00 GMT, contre 148,16 yens jeudi à 21H00 GMT. L'euro s'échangeait pour 161,10 yens contre 161,15 yens la veille. La monnaie européenne montait à 1,0879 dollar, contre 1,0876 dollar jeudi à 21H00 GMT. Sur le marché du pétrole, le baril de WTI américain progressait de 0,24% à 74,26 dollars après 00H50 GMT.

SEMI-CONDUCTEURS

Le taïwanais TSMC inaugure une nouvelle usine au Japon

Le géant taïwanais des puces continue son expansion internationale et implante une nouvelle usine sur l'île japonaise de Kyushu. Les inquiétudes autour du secteur des semi-conducteurs s'accroissent après la montée des tensions entre la Chine et Taïwan.

TSMC continue son plan d'expansion à l'étranger. Le géant taïwanais a annoncé ce jeudi l'inauguration le 24 février sur l'île japonaise de Kyushu, de sa nouvelle usine de fabrication de puces, attendue de longue date. « Nous organiserons une cérémonie d'ouverture » de cette usine « le 24 février et la production en volume est sur les rails pour le quatrième trimestre de 2024 », a déclaré le président de TSMC, Mark Liu, qui prendra sa retraite l'an prochain. Cette « usine de technologie spéciale », basée à Kumamoto, utilisera « des procédés technologiques de 12 et 16 nanomètres et de 28 et 22 nanomètres », a-t-il alors précisé, lors d'une conférence téléphonique avec les investisseurs sur les résultats du groupe au quatrième trimestre 2023. Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC), plus grand fabricant de microprocesseurs sous contrat au monde, contrôle plus de la moitié de la production mondiale de puces utilisées dans tous les domaines, des smartphones aux missiles. Ces derniers temps, la stratégie



de TSMC tourne autour de son expansion à l'étranger qui se base sur les besoins de ses clients ainsi que sur les

subventions gouvernementales. « Dans l'environnement actuel de mondialisation fracturée, notre stratégie consiste à étendre notre empreinte manufacturière mondiale afin d'accroître la confiance de nos clients, d'élargir notre potentiel de croissance future et d'atteindre davantage de talents internationaux », a souligné Mark Liu.

Semi-conducteurs : point de friction

Pour le Japon, cette usine fait ainsi partie du plan du gouvernement pour doper sa filière de semi-conducteurs. Il a déclaré l'année dernière qu'il prévoyait de dépenser 13 milliards de dollars pour stimuler la production nationale de semi-conducteurs d'importance stratégique et de technologies d'intelligence artificielle. Les tensions internationales se sont accrues ces dernières années autour du secteur stratégique des semi-conducteurs, ces composants électroniques indispensables au fonctionnement des smartphones, des voitures connectées ou consoles de jeu mais aussi d'équipements militaires.

DAVOS 2024

L'IA au cœur de l'édition Davos 2024

L'IA au cœur de l'édition Davos 2024 : c'est l'impression des participants à l'issue du Forum économique mondial. Après quelques jours intenses et des milliers de conversations sur tous les sujets imaginables, la réunion annuelle du Forum économique mondial ici à Davos commence à prendre fin. Certaines personnalités disent leurs impressions et sensations Oleg Lavrovsky, Vice-Président, Opendata.ch : "Je pense qu'il y a une chance de trouver des solutions éthiques aux dilemmes de

l'intelligence artificielle auxquels nous sommes confrontés. Et j'espère que les personnes ici seront inspirées pour s'ouvrir les unes aux autres et trouver de bons ponts entre la science, l'industrie et la gouvernance." Kathy Bloomgarden, PDG, Ruder Finn : "Quel est le sentiment ici ? Je trouve que c'est beaucoup plus optimiste que ce à quoi je m'attendais avant de venir, et les gens considèrent vraiment l'IA et les nouvelles technologies et l'innovation comme un moyen de résoudre beaucoup de nos problèmes, que

ce soit des problèmes liés à la technologie climatique, qu'il s'agisse vraiment d'un moteur de croissance, de prospérité économique, de rassemblement des gens. Je pense vraiment que c'est plus optimiste en fonction de l'innovation technologique que nous pourrions espérer voir." Amal Enan, responsable des investissements, Université américaine du Caire : "Je suis ravie de voir davantage d'allocateurs institutionnels parler de la manière d'allouer des fonds à la finance climatique pour l'action climatique. Et je pense que cela peut

vraiment faire avancer les choses, car nous avons certainement besoin de capitaux institutionnels partenaires des gouvernements pour les projets de financement climatique. Méabh Mc Mahon, Euronews, "Comme vous pouvez le voir, l'intelligence artificielle et le rôle plutôt positif qu'elle pourrait éventuellement jouer dans nos vies sont l'un des thèmes clés de la réunion annuelle du Forum économique mondial ici à Davos en 2024. Le grand défi maintenant, bien sûr, sera de mettre en place une réglementation appropriée."

AUX ÉTATS-UNIS

Une banque chinoise écope de 32 millions de dollars d'amende pour non-respect de la confidentialité

La banque chinoise Industrial and Commercial Bank of China (ICBC) s'est vue infliger plusieurs amendes pour un total de 32,4 millions de dollars par plusieurs régulateurs américains du secteur bancaire, qui l'accusent d'avoir publié des informations de supervision prévues pour rester confidentielles. La Réserve fédérale (Fed), notamment en charge de la régulation du secteur bancaire, a imposé une amende de 2,4 millions de dollars à la branche new-yorkaise de ICBC, qui est

détenue par l'État chinois, pour «un usage non autorisé et la publication d'informations de supervision confidentielles», a-t-elle expliqué dans un communiqué. La publication concernait notamment «des rapports concernant l'examen de ses activités bancaires et d'autres communications confidentielles provenant des régulateurs bancaires». Cette amende vient s'ajouter à celles imposées par le Département des services financiers de l'État de New York, qui portent la totalité des

amendes à 32,4 millions de dollars. Selon la Fed, les employés de la branche new-yorkaise d'ICBC ne «disposaient pas de consignes, procédures, formation ou contrôle interne» leur permettant d'utiliser correctement les informations confidentielles de supervision. La banque chinoise doit par ailleurs proposer dans les 90 jours un plan d'amélioration de ses procédures en accord avec les directives de la Fed, a ajouté la banque centrale américaine dans son communiqué.

L'EURO A 25 ANS Quel bilan et quelles perspectives d'avenir ?

Alors que l'euro célèbre ses 25 ans en ce 1er janvier, nous revenons sur la création de la monnaie unique et les défis qu'elle a relevés avec l'ancien président de la Banque centrale européenne Jean-Claude Trichet et évoquons son avenir, en particulier le projet d'euro numérique. **Vingt pays, une seule monnaie...** L'euro célèbre ses 25 ans d'existence, après avoir traversé plusieurs crises, une pandémie mondiale et être devenue l'une des monnaies les plus importantes au monde.

UNE MONNAIE "SÉRIEUSE,
SOLIDE" SELON JEAN-CLAUDE
TRICHET

Ces 25 ans sont l'occasion d'évaluer comment la zone euro a navigué à travers ces défis et mis en œuvre des réformes pour assurer la stabilité de sa monnaie. Quel bilan peut-on en tirer et quelles sont les perspectives pour le futur de l'euro ? C'est ce que nous voyons en Italie et en France, mais aussi auprès de Jean-Claude Trichet, ex-président de la Banque centrale européenne. "La création de l'euro est la nécessité d'avoir un véritable marché unique : c'était vraiment une décision absolument majeure, mais aussi une sorte de d'affirmation, de déclaration d'existence d'une Europe unie," souligne Jean-Claude Trichet. "Ce que nous avons prouvé, c'est que, en effet, les Européens étaient capables de créer une monnaie sérieuse, une monnaie solide," indique-t-il. "79% des Européens de la zone euro approuvent l'euro : pour moi, c'est la plus belle des récompenses," confie-t-il.

DES "DÉCISIONS
COURAGEUSES" FACE AUX
CRISES

Revenant sur l'histoire de la monnaie unique, l'ancien président de la BCE évoque deux temps forts de son mandat. "Le monde financier s'écroulait après le dépôt de bilan de Lehman Brothers et il fallait prendre très rapidement une multitude de décisions extrêmement importantes, cela demandait des efforts considérables," fait-il remarquer en premier lieu. "Puis il y a eu la période de mai 2010 qui a été le véritable début de la crise des risques souverains en Europe, cinq pays européens au total, de mon temps, ont été placés dans une situation très difficile et cela a demandé des décisions, je crois qu'on peut le dire, extraordinairement courageuses des pays concernés pour surmonter la crise, de leurs gouvernements et bien entendu, de la Banque centrale européenne qui, dans tous ces sujets, était en première ligne," estime-t-il. Quand à l'avenir de l'euro, Jean-Claude Trichet l'assure : "Je suis pour ma part convaincu que la marche vers une vraie confédération européenne, avec encore beaucoup plus d'unité sur le plan budgétaire et sur le plan économique, mais aussi une véritable unité sur le plan de la défense, de la sécurité et de la diplomatie sont des nécessités à long terme."

Un Citroën Berlingo Van qui se prend pour une 2CV

Le Citroën Berlingo peut se transformer en une 2CV fourgonnette par le biais du kit conçu par Caselani. Il est désormais possible d'acquérir l'auto aménagée en mini van. 200 unités sont au programme facturée 65 000 € chacune. L'aménageur allemand Caravan Grebner basé à Würzburg, à l'est de Francfort, propose une singulière version du Citroën Berlingo. Ce dernier a radicalement changé de museau et adoptant le kit carrosserie conçu en partenariat par Citroën et Caselani qui le métamorphose en une 2CV fourgonnette. Une transformation dont nous vous parlions dès septembre 2022 (lire notre article), lors de l'officialisation du kit. La nouveauté, c'est l'aménagement du véhicule en faisant appel à la société Vanderer spécialiste de l'agencement des petits espaces avec notamment à son actif, un Peugeot Rifter, qui n'est autre que le clone du Berlingo.

UN ASTUCIEUX AMÉNAGEMENT POUR 4

Ainsi, à l'instar du ludospace du lion, ce Berlingo en version XL (c'est-à-dire long de 4,75 m et reposant sur un empattement de 2,97 m) néo retro hérite d'une banquette implantée derrière les sièges avant. Cette dernière fait office de sofa et de couchage biface large de 1,20 m pour une longueur de 2,03 m. Le toit relevable permet à la fois de se tenir debout dans l'espace de vie mais également d'ajouter, à l'étage, un lit pour

deux (de 1,14 x 1,90 m) supplémentaire. Viennent ensuite à l'arrière deux caissons implantés autour des passages de roues qui recèlent la cuisine et des rangements. Une plaque de cuisson à induction, un réchaud à gaz, un évier (avec réservoir d'eau propre et d'eau usé de 12 litres chacun), un réfrigérateur à compression d'une capacité de 16 litres et des tiroirs s'ouvrant vers l'extérieur, une fois le hayon relevé, vous offrent alors une cuisine ouverte. A noter que les modules sont amovibles afin de profiter du volume de chargement du fourgon lorsque vous n'avez plus besoin de la fonction camping-car.

200 UNITÉS FACTURÉE
65 000 €

Il n'y en aura pas pour tout le monde. En effet, seules 200 unités seront mises en vente sur le marché allemand ainsi qu'en Bel-

gique. La base retenue est le Citroën ë-Berlingo, la version 100% électrique disposant d'une puissance de 136 ch dont l'autonomie se limite à 275 km, sans compter l'aménagement dont le surpoids devrait logiquement réduire le rayon d'action. Le prix de vente est fixé à 65 000 €. Par la suite des versions essence et diesel moins onéreuses devraient venir en renfort. Dans sa ligne de mire, il trouvera le Renault Kangoo aménagé par Burstner, en version longue, présentée en première mondiale lors du salon du Véhicule de Loisirs à Villepinte en octobre dernier.



LES COUPÉS POUR 2024 Il y a une Alfa Romeo, deux nouvelles Ferrari et une Hypercar Red Bull au programme !

Ne boudons pas notre plaisir en découvrant la supercar Alfa Romeo Stradale, l'évocation des supercar et hypercar Ferrari, du projet de Red Bull qui se rêve constructeur d'une voiture d'exception de notre panel.



Ferrari F617

Pour le moment on ne connaît que le nom de code Ferrari F617 de celle qui sera la remplaçante de la Ferrari 812 Superfast. Pour le prototype de cette nouvelle supercar du Cheval cabré il est difficile de passer inaperçue avec ce camouflage qui la recouvre complètement. Cette Ferrari d'exception restera fidèle au moteur V12, mais celui-ci pourrait être associé à une microhybridation 48V afin de rejeter moins de CO2. Il n'y aura pas de changement en revanche en ce qui concerne les spécifications du V12, ce sera toujours un bloc atmosphérique capable d'atteindre les 9 500 tr/mn sur une simple impulsion de l'accélérateur. Il devrait afficher une puissance supérieure à celle de la version Ferrari 812 Competizione qui développait 830 ch.

Ferrari F250

Son nom de code en interne est Ferrari F250, mais elle devrait prendre un autre patronyme lorsqu'elle sera dévoilée cet été. Il s'agit de la nouvelle

hypercar de la firme au cheval cabré dont le prototype se déplace encore très camouflé. Héritière de la Ferrari LaFerrari cette nouvelle auto devrait disposer d'un moteur V8 hybride de plus de 1 000 ch. Plus de V12 sous le capot, mais un moteur qui aura cependant du souffle et devrait permettre à ce bolide d'afficher des performances de tout premier plan. Si le camouflage est omniprésent sur le prototype qui participe à des essais routiers, on se rend compte que la nouvelle hypercar Ferrari affiche un profil et des lignes agressives. Son moteur en position centrale arrière entraînera les roues arrière, mais il pourrait qu'un ou deux moteurs électriques se chargent des roues avant.

Red Bull RB17

La célèbre fabrique de boissons énergisantes qui vient de remporter le dernier Championnat du monde de F1 veut devenir constructeur automobile. Bien entendu, la première voiture conçue par cette marque sera une hypercar. Conçue en interne par Red Bull Advanced Technology, on

sait qu'elle disposera d'un V8 hybride de 1 250 ch (dont 150 ch proviendront du ou des moteurs électriques), qu'elle se nommera RB17 et devrait ne pas dépasser les 900 kg. Seulement 50 clients pourront acquérir ce modèle en déboursant la coquette somme de 6 millions de dollars. La présentation est pour cette année, mais la production ne débutera qu'en 2025.

Alfa Romeo 33 Stradale

Version moderne de l'Alfa Romeo 33 Stradale de 1967, la nouvelle Alfa Romeo 33 Stradale a déjà été présentée, mais avec l'arrivée de l'automne, c'est l'heure des premières livraisons de ce modèle qui ne sera produit qu'à 33 exemplaires qui ont tous été vendus. Equipée d'un V6 3.0 biturbo de 620 ch, cette auto aux lignes magnifiques peut passer en 3 secondes de 0 à 100 km/h et atteindre la vitesse de 333 km/h ! par rapport à l'ancêtre de 1967, elle conserve le nom, mais fait appel aux techniques les plus modernes comme la fibre de carbone qui recouvre la structure monocoque.

Le Hyundai Bayon restylé (2024) essaie de vous plaire

Petit frère méconnu du Hyundai Kona, le Bayon s'offre un restylage de mi-carrière et espère se faire davantage remarquer dans un marché où peu de clients se bousculent pour en acheter un. Avez-vous remarqué beaucoup de Hyundai Bayon sur la route depuis son arrivée sur le marché en 2021 ? Non ? C'est normal, il peine à intéresser la clientèle des petits crossovers urbains dans une catégorie où

l'offre est pléthorique depuis longtemps. Ce restylage de mi-carrière ne devrait pas changer grand-chose pour lui puisque les modifications sont assez timides, que ce soit sur le plan esthétique ou technique. Le Bayon restylé affiche une face avant légèrement retouchée par rapport à la mouture précédente. Il conserve son bandeau LED (repris dans l'esprit par le récent Kona de seconde génération) mais change



tout son bouclier avant. Il gagne aussi de nouvelles jantes alors que ses feux arrière changent dans leur partie intérieure. Quant à l'habitacle, sa planche de bord profite des mêmes améliorations que dans la récente i20, c'est-à-dire de pas grand-chose (il y a surtout de nouveaux ports USB-C alors que l'écran tactile central de 10,25 pouces est désormais fourni de série). Le communiqué officiel de Hyundai

ne donne absolument aucune information sur les moteurs, qui ne devraient pas évoluer beaucoup eux non plus. Il devrait donc conserver ses petits blocs essence et continuer de faire l'impasse sur les déclinaisons « full » hybrides, hybrides rechargeables ou électriques. On ne connaît pas encore les prix français de ce modèle qui démarre actuellement à 18 950€ en prix de base.

RENAULT 4 FOURGONNETTE (2025)

La 4L électrique sera aussi déclinée en utilitaire

En 2025, la Renault 4 E-Tech électrique sera proposée en berline comme en fourgonnette. L'héritière de la F4 mais aussi d'une Matra Simca Rancho Où s'arrêtera la frénésie néo-retro de Renault ? Après la Renault 5 promise dès janvier 2021 qui sera dévoilée le mois prochain, la 4L annoncée par un concept-car au Mondial de l'Auto à Paris à l'automne 2022 et qui arrivera dans la gamme en 2025, sans oublier la Twingo attendue en 2026, le losange creuse encore ce même sillon.

Un beau duo pour la R4

En effet, une déclinaison fourgonnette de la célèbre Quatreille viendra



en renfort. Lors de sa Renaultion, en 2021, Luca de Meo, l'a officialisé avec une silhouette typique à peine esquissée. Mais le message est passé. Cette déclinaison utilitaire, mais pas seulement, une Renault F4 vitrée sera aussi de la partie, viendra

compléter par le bas la gamme du Renault Kangoo. Un peu comme à l'époque de sa version Bebop, celle à la silhouette disgracieuse bâtie sur un empattement raccourci qui n'a pas connu un franc succès commercial. Cette fois, les designers sous la hou-

lette de Gilles Vidal auront pris la peine de soigner le style évitant l'écueil d'un pavillon trop haut au moyen d'une cabine avant de Quatreille conventionnelle. Le décroché avec la partie arrière équilibrant l'ensemble. Et surtout, il assure la filiation avec la Renault Express – la supercinq camionnette commercialisée entre 1985 et 2000 – et davantage encore avec son aïeule la Renault 4 Fourgonnette lancée au début des années 1960. De plus avec ses atours de baroudeurs, cette Renault 4 E-Tech fourgonnette aura des allures de petite Matra-Simca Rancho, l'ancêtre tricolore des SUV qui fut au catalogue entre 1977 et 1984.

L'utilitaire urbain idéal ?

Cet engin de petit format, autour de 4,25 m au moyen d'un porte à faux arrière étiré, la Renault 4 berline mesurant pour sa part 4,16 m, reprendra le flambeau des petits fourgons rivaux du Kangoo court à l'instar du trio Citroën Nemo, Fiat Qubo et Peugeot Bipper qui furent au catalogue de 2007 à 2017. Un gabarit compact adapté aux zones urbaines mais offrant aux artisans un volume capable de charger un euro palette. Cette variante cubique de la Renault 4 sera assemblée aux côtés de la berline dans l'usine de Maubeuge dans le nord de la France.

AVEC LEUR DESIGN Les écouteurs de Bose se clipent sur vos oreilles

Bose a présenté ses nouveaux écouteurs Ultra Open Earbuds, en collaboration avec la marque Kith. Il y a quelques jours, Huawei a commercialisé ses nouveaux écouteurs FreeClip, dotés d'une ergonomie unique, façon bijou d'oreille. Un côté « fashion » que l'on retrouve avec les nouveaux écouteurs Ultra Open officialisés par Bose, grâce à la collaboration avec la marque Kith. Un partenariat life-style qui constitue une grande première pour Bose.

DES ÉCOUTEURS FASHION AUSSI CHEZ BOSE

Au début de l'année 2021, Bose officialisait ses Sport Open Earbuds, des écouteurs qui s'appuyaient alors sur une architecture plus aérée, plus ouverte que des intra classiques. En ce début d'année 2024, la marque récidive, avec un nouveau concept, et des Ultra Open qui vont venir pincer l'oreille. Pas de système de réduction actif du bruit ici, et une spatialisation audio assurée par la technologie maison OpenAudio, qui équipe déjà d'autres écouteurs de la marque Bose. Les détails techniques restent pour l'heure très flous, la marque préférant se focaliser sur le partenariat avec Kith, et ce design si atypique.

LE CÔTÉ « BIJOU » AVANT TOUT ?

En effet, les Ultra Open viennent se fixer sur le côté des oreilles de l'utilisateur, en lieu et place d'un petit crochet sur/dans l'oreille. À en croire Bose, cela fait de ces écouteurs un authentique accessoire de mode, ce qui explique la collaboration avec Kith. Pour Bose, on peut ainsi porter les Ultra Open durant toute une journée, puisqu'en raison leur conception, ces derniers n'imposent jamais à l'utilisateur de choisir entre l'écoute de son environnement et celui de ses contenus audio préférés. À noter que le logo Bose a été remplacé par un logo Kith dans le même style de lettrage, à la fois sur les écouteurs et sur le boîtier de chargement fourni.

PRIX ET DISPONIBILITÉ

Ces nouveaux écouteurs Kith for Bose Ultra Open seront disponibles au prix de 300 dollars, à compter de ce lundi 22 janvier. Ces derniers sont annoncés « en quantités extrêmement limitées », exclusivement sur Kith.com et dans certains magasins Kith.

READING COACH

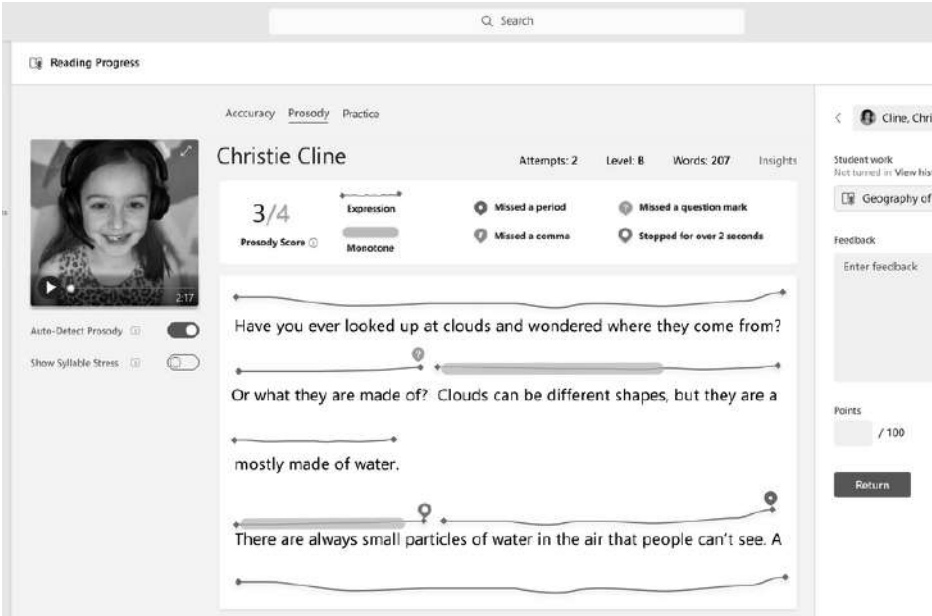
L'IA de Microsoft qui aide à l'apprentissage de la lecture gratuitement

Le géant californien vient de rendre accessible à tous son outil alimenté par IA, Reading Coach, en le mettant à disposition gratuitement. Une initiative franchement sympathique, qui permettra à de nombreuses personnes de bénéficier de cet assistant à l'apprentissage de la lecture.

L'IA en tant qu'outil d'accompagnement pédagogique est un pan entier qui reste encore à explorer. En France, par exemple, le ministère de l'Éducation nationale souhaite mettre en place à la rentrée 2024 l'outil MIA pour accompagner les lycéens durant leur année scolaire. Le potentiel de cette technologie comme soutien au processus d'apprentissage est réellement prometteur. L'outil Reading Coach de Microsoft, quant à lui, propose des exercices de lecture personnalisés aux apprenants et intègre plusieurs fonctionnalités plutôt bien pensées. Il est aujourd'hui disponible gratuitement en version web, et Microsoft lancera une application dédiée à l'avenir. Reading Coach sera également intégré à Canva au printemps.

La genèse de Reading Coach

Reading Coach fonctionne grâce au plug-in Reading Progress, destiné à la version éducative de Microsoft Teams. Son objectif premier est de venir en renfort aux enseignants qui travaillent à améliorer la fluidité de lecture chez leurs élèves. Reading Progress ayant rencontré un franc succès, Reading Coach a été lancé en 2022. Il fait partie intégrante d'Immersive Reader ; assistant virtuel de compréhension linguistique et de lecture ; et de Teams for Education, une version spéciale de Teams à destination des établissements scolaires. L'efficacité de Reading Coach repose sur la juste identification des mots posant le plus de difficultés par les apprenants. Celui-ci leur met ensuite à disposition des outils spécifiques pour qu'ils puissent adopter des pratiques plus autonomes et individualisées. Ces derniers sont assez variés : dictionnaires illustrés, segmentation en syllabes ou lecture à haute voix.



Le maître-mot : l'interactivité

Reading Coach permet également aux enseignants (ou parents d'ailleurs, les professeurs ne sont pas nécessairement les seuls concernés) de suivre le travail de leurs élèves : outils utilisés, nombre de mots travaillés, nombre d'essais etc. Récemment, Reading Coach a été enrichi d'une nouvelle fonction assez astucieuse baptisée « choose your own story » (choisis ta propre histoire). Celle-ci fonctionne grâce au service Azure OpenAI de Microsoft. Elle permet aux apprenants d'imaginer de toutes pièces leur propre aventure en s'aidant de l'IA. Choix du décor, des personnages et du niveau de lecture. Une fois que tous ces éléments sont pris en compte, l'IA crée alors un contenu à lire en fonction de ces derniers. Au niveau personnalisation, c'est top ! Un élève aura toujours plus de plaisir à lire une histoire qui lui ressemble. Reading Coach est également capable

d'écouter l'histoire lue à haute voix et de faire des retours sur la prononciation orale. Le côté ludique est fortement mis en avant puisqu'à mesure des progrès, des badges de récompenses viennent récompenser l'apprenant et des nouveaux décors ou personnages sont débloqués. Pour les réfractaires à la création d'histoire, la bibliothèque de ressource ReadWorks intégrée à l'outil propose même des passages déjà préparés. Dans une enquête récente menée par le Ed-Week Research Center, 44 % des enseignants interrogés estime que les technologies adaptatives (comme Reading Coach) sont plus efficaces pour évaluer le niveau de lecture des élèves si on les compare aux méthodes traditionnelles. L'initiative de Microsoft, souhaitant mettre la technologie au service de l'éducation, est une démarche très louable. Il faut le voir comme un soutien, et non comme une substitution aux méthodologies classiques.

De nouvelles images du trou noir de M87 confirment la théorie

L'Event Horizon Telescope nous a fait parvenir une nouvelle image en provenance de Virgo A. Et, ben que prédit par l'astrophysique, le résultat est passionnant. Ce n'est pas tous les quatre matins que l'on reçoit une nouvelle image d'un trou noir, et c'est toujours une bonne occasion de s'y attarder. En effet, chaque fois que l'EHT, ce télescope virtuel de 10 000 km de diamètre, porte son attention sur un de ces astres, c'est une tâche longue et ardue qui commence pour les scientifiques. Mais, le jeu en vaut la chandelle, car il permet non seulement d'observer l'un des phénomènes les plus impressionnants de l'univers, mais aussi d'étayer l'une des théories scientifiques les plus incroyables de l'histoire de l'humanité.

Donc, Einstein avait raison ?

En 2019, M87 est devenu une véritable star, devenant le premier trou noir supermassif « photographié » par l'homme. Une prouesse technologique et scientifique remarquable

car, comme tous ses congénères, il n'est pas très facile à observer. En effet, c'est son disque d'accrétion – la matière qui gravite autour de lui – qui est principalement visible à travers les ondes radio qu'il émet, du moins dans le cas des observations de l'EHT. Et, c'est grâce à lui que les scientifiques ont pu obtenir des données très utiles pour confirmer que les théories d'Einstein sur la relativité générale ne sont pas farfelues. Mais, comme deux observations valent mieux qu'une, l'EHT a de nouveau braqué sa myriade d'yeux sur M87, un an presque jour pour jour après son premier coup d'œil. Dans ce dernier cliché, publié dans la revue *Astronomy & Astrophysics*, le nouveau visage du trou noir, ou du moins de son disque d'accrétion, n'est pas inintéressant. Son point le plus brillant s'est, en effet, déplacé d'environ 30 degrés dans le sens inverse des aiguilles d'une montre. Il s'agirait de la matière constituant cet anneau lumineux, qui se déplace autour de l'as-

tre au fur et à mesure qu'elle est consommée. « C'est quelque chose que nous avons prédit lors de la publication des premiers résultats en 2019 », explique Britt Jeter, chercheur à l'Institut Academia Sinica à Taïwan.

Un réseau d'observatoires de plus en plus complet

Toutefois, l'autre donnée qui nous intéresse au plus haut point provient de la taille et de la masse de M87 : ni l'ombre du trou noir, ni son disque d'accrétion ne semblent avoir changé depuis notre première observation. « Comme M87 n'accrète pas de matière (ce qui augmenterait sa masse) à un rythme rapide, la relativité générale nous dit que son rayon restera relativement inchangé au cours de l'histoire de l'humanité », explique Nitika Yadlapalli Yurk, ancienne étudiante diplômée de Caltech. « Il est passionnant de voir que nos données confirment cette hypothèse ». Alors que l'image du trou noir dévoilée en

2019 était le résultat d'un ensemble de données acquises en 2017, celle qui vient d'être partagée par l'EHT provient d'observations réalisées en 2018. Entre-temps, le réseau de télescopes s'est enrichi de trois nouveaux observatoires, et c'est notamment le télescope du Groenland (GLT) qui a pu participer à l'effort de guerre pour l'occasion en améliorant la fidélité du rendu. Les dernières observations de M87 recèlent donc plus de détails encore, et devraient nous permettre d'en apprendre un peu plus sur ce voisin situé... à quelque 55 millions d'années-lumière. L'EHT glane régulièrement des données sur l'astre. Après 2021 et 2022, le réseau devrait s'y attarder de nouveau dans les prochains mois. Il faudra attendre plusieurs années avant que toutes ces observations puissent être analysées, mais le jeu en vaut sûrement la chandelle. Les scientifiques espèrent, en effet, faire davantage de magnifiques découvertes sur ce trou noir, qui semble avoir tant de choses à nous dire.

Mots fléchés

Île des kanaks	↓	Esquiva	↓	Joyeux	↓	Repère	↓	Ancien compagnon	↓	Milieu de l'eau	↓	Poids à larguer	↓
État d'Amérique		Chimère		Aléser		Élimé		Cachot		Lettre grecque		Cendrier	
	→		↓		↓		↓		↓		↓		↓
Employer	→								Plantigrade	→			
									Fleuve de Sibérie				
Fit un choix	→				Chicanant	→			↓				
Barres	→					Sélénium du chimiste	Peintre italien	→					Mère des titans
Dépêche													
	→			Sanctionner		Écluse	→			Grande radio	Déchet organique		Héros de Brecht
					Ôter l'éclat								↓
Membre de tribu	→			↓				Falsifié	→	↓	↓		↓
Petite cale								Unau					
	→		Période	→		Les autres	→						Couleur de cheveux
			Souci			Ouvrir les baies							
Véhicule	→		↓		Ridiculisée	→						Écrivain finlandais	↓
Houille													
	→						Professionnelles du livre		Efficace		Argon	→	↓
											Découpé		
Attacha	→				Faisait voir rouge	→			↓	Mauvais au goût	↓	Hôpital	→
Club de Madrid												Lésion	↓
	→				Épreuve écrite	→			↓		↓		
					Dégrader								
Travailler		Dans le vent	→		↓	Grimace	→					Voisine d'Aix	Asséchée
		Possessif				Crie dans les bois							
	→		↓									↓	↓
						Symétrie	→						
Fille de famille	→												
Caillou						Découverts	→						
	→												
						Produit de tannage		Lésée	→			Base	
								Sur l'enveloppe					
Précède l'année	→		Ornement			Balle de service	→		↓	Mèche rebelle		Fleuve d'Italie	→
												Tristes initiales	↓
Attendent d'être jugés	Les nôtres	→	↓			Dressé	→			↓	Titre anglais	→	
	Gai participe					Révolte de petit					Métal précieux	↓	
	↓					↓					↓		
								Placée	→				
Col alpin	→							Apéritif royal	→			Roule sur le tapis	→

La croissance du PIB de la Chine est une "bonne nouvelle" pour le monde entier

La croissance économique chinoise en 2023 est une bonne nouvelle pour la Chine et au-delà, a déclaré mercredi la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva. «L'économie chinoise a atteint l'objectif national, fixé à environ 5%, et l'a même dépassé. C'est une bonne nouvelle pour la Chine, mais aussi pour l'Asie et le monde, car la Chine assure un tiers de la croissance mondiale», a indiqué Mme Georgieva à Xinhua à Davos, en marge de la 54e réunion annuelle du Forum économique mondial (FEM). Le Bureau d'Etat des statistiques de Chine a annoncé mercredi que le produit intérieur brut (PIB) du pays avait augmenté de 5,2% en glissement annuel pour atteindre un nouveau record de 126.060 milliards de yuans (environ 17.710 milliards de dollars) l'année dernière.

NORVÈGE

La justice norvégienne invalide trois licences pétrolières

La justice norvégienne a donné raison jeudi à deux ONG environnementales en déclarant invalides les permis de production de trois gisements pétroliers, dont l'un déjà en exploitation. La branche nordique de Greenpeace et l'organisation Natur og Ungdom avaient attaqué l'Etat norvégien en justice en juin 2023, arguant que son feu vert au développement des gisements Tyrving, Breidablikk et Yggdrasil n'avait pas été précédé d'une étude préalable sur l'impact climatique de ces projets. Le tribunal d'Oslo leur a donné raison jeudi. "Il est interdit à l'Etat de prendre de nouvelles décisions" sur le développement des trois gisements jusqu'à ce que la validité des licences soit définitivement tranchée, a conclu la juge Lena Skjold. Dans un courriel de ses services, le ministre de l'Energie, Terje Aasland, se déclare quant à lui "en désaccord avec le jugement" et dit réfléchir à faire appel de la décision.

TUNISIE

Les recettes touristiques en hausse de 16,5% jusqu'à fin septembre 2023

Les recettes touristiques de la Tunisie, sur l'ensemble des dix premiers mois de 2023, ont enregistré une progression de 16,5%, a annoncé vendredi la Banque centrale de Tunisie (BCT). Les chiffres de la BCT indiquent que le secteur touristique a généré 153 millions de dinars (environ 49 millions de dollars) durant cette période. Ainsi, grâce à ces recettes, 134,5% des services de la dette extérieure du pays sont couverts. D'après la BCT, ces services de la dette extérieure ont baissé de 13% pour atteindre 114 millions de dinars (36,6 millions de dollars) en date du 10 janvier 2024. La progression des recettes touristiques ont impacté, additionnées aux revenus du travail, les avoirs en devises du pays qui ont atteint, le 18 janvier courant, 26 milliards de dinars (8,3 milliards de dollars), soit l'équivalent de 118 jours d'importation, contre 98 jours d'importation le même jour de l'année précédente. Du côté des revenus du travail, le bilan de la BCT fait état d'une amélioration estimée à 7%, pour une valeur de 196 millions de dinars (62,9 millions de dollars).

EL-MENIAÂ

Plus d'une cinquantaine de participants au rallye touristique national

Plus d'une cinquantaine de compétiteurs prennent part à la 7e édition du rallye touristique national, dont le coup d'envoi a été donné vendredi dans la commune de Hassi El-Gara (wilaya d'El-Meniaâ). Dans une déclaration à l'APS, le président du Club « El-Ghazal Assahraoui » des sports mécaniques, Driss Bensouissi a fait savoir que 55 participants, venus de douze (12) wilayas, prennent part aux différentes compétitions (motocross, véhicules 4x4 et parapente), pour démontrer leurs capacités sur les circuits choisis par les organisateurs. L'objectif de cet événement sportif, a-t-il souligné, est de promouvoir le tourisme intérieur dans notre pays et mettre en exergue les énormes atouts que recèle l'Algérie à l'instar des paysages naturels et des reliefs variés permettant d'organiser de nombreuses compétitions sportives nationales et internationales.

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Dimanche 21 janvier 2024 http://www.lesenjeuxeco.dz



« Le Club espère organiser un événement similaire à dimension continentale ou internationale afin de mettre en avant le potentiel des jeunes algériens ambitieux et de découvrir des athlètes talentueux pour représenter l'Algérie dans les fora internationaux et régionaux », a soutenu le président d'« El-Ghazal Assahraoui ». Donnant le coup d'envoi de cette manifestation sportive, le wali d'El-Meniaâ, Mokhtar Benmalek a, de son côté, affirmé que cette compétition constituait une opportunité pour promouvoir le tourisme saharien et intérieur. En marge de cet événement sportif de deux jours, une exposition artisanale est organisée par des artisans spécialisés dans différents métiers, en vue de promouvoir l'artisanat local de la wilaya d'El-Meniaâ, en présence d'un public nombreux et d'invités venus d'autres wilayas qui ont exprimé leur

admiration pour les paysages splendides de cette wilaya ainsi que pour les jeunes champions des sports mécaniques qui sont à même de hisser haut les couleurs nationales lors des meetings sportifs internationaux. La 7e édition de ce rallye qu'abrite la wilaya d'El-Meniaâ intervient dans le cadre d'une série d'activités organisées dans cette wilaya, dans l'espoir d'organiser un événement similaire à dimension internationale lors des prochains rendez-vous. Le rallye touristique national est organisé à l'initiative de la Ligue de wilaya des Sports mécaniques et du Club « El-Ghazal Assahraoui » des sports mécaniques, en coordination avec la Fédération algérienne des Sports mécaniques (FASM), la Direction de la jeunesse et des sports et celle du Tourisme et de l'Artisanat.

R E.

OMT

Le tourisme mondial devrait retrouver son niveau pré-pandémie en 2024

Selon l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), 1,3 milliard de touristes ont voyagé à l'étranger l'an dernier, soit 44% de plus qu'en 2022. Un redressement spectaculaire. Après trois années de convalescence, le tourisme mondial devrait battre un nouveau record cette année, en dépassant son niveau d'avant- Covid de 1,5 milliard d'arrivées de touristes internationaux à l'échelle mondiale. Tombé à zéro à cause de la pandémie, le secteur s'est remis de la plus grande crise de son histoire à une vitesse que personne n'imaginait aussi rapide. L'an passé, l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) a recensé 1,3 milliard d'arrivées internationales. Si l'Europe reste la région la plus visitée, le Moyen-Orient est la seule à afficher des résultats supérieurs à ceux de 2019 (+22%). L'Asie-Pacifique repart, mais avec beaucoup de retard sur le reste du monde. Malgré les tensions géopolitiques mondiales et l'augmentation des prix (avion, hôtel, restaurant...),

l'envie de voyager semble l'emporter sur tout le reste. Les consommateurs font des arbitrages dans leurs dépenses, mais ils ont sacrifié les vacances, au point de générer 1400 milliards de dollars de recettes touristiques en 2023 (contre 1500 milliards en 2019). À lui seul, le tourisme représente 3% du PIB mondial. Cette année, il devrait encore progresser grâce à «l'augmentation de la connectivité aérienne et le redressement plus vigoureux des marchés asiatiques », affirme l'OMT. La France et l'Espagne, respectivement première et deuxième destinations touristiques mondiales, promettent déjà de faire mieux en 2024. La France peut compter sur les JO, les 80 ans du débarquement de Normandie et le sommet de la francophonie. L'Espagne, qui a accueilli un nombre record de 84 millions de touristes internationaux en 2023, gagne des parts de marché, été comme hiver. Une chance, mais aussi un défi. Avant le Covid, la surfréquentation

des sites les plus courus était le problème numéro un du secteur. Elle l'est à nouveau, obligeant autorités et professionnels à mettre le holà. Depuis quelques jours, Venise

commercialise ainsi des billets d'entrée à 5 euros, qui seront obligatoires pour passer une journée dans la Cité des doges au printemps et cet été.

ROYAUME-UNI

Les ventes au détail s'effondrent en décembre

Les ventes au détail se sont effondrées en décembre au Royaume-Uni, reculant bien plus qu'attendu, selon des données officielles. Le recul des ventes au détail en volume a atteint 3,2% le mois dernier, contre une progression de 1,4% le mois précédent, "la plus forte chute mensuelle depuis janvier 2021, lorsque des restrictions liées au Covid-19 pesaient sur les ventes", a indiqué vendredi l'Office national des statistiques (ONS) dans son rapport mensuel. L'inflation au Royaume-Uni a surpris en décembre en remontant à 4,0% contre 3,9% en novembre, même si elle a fortement reculé depuis son pic à quelque 11% fin 2022, catapultée à l'époque par la flambée des tarifs énergétiques. Le produit intérieur brut (PIB) du Royaume-Uni avait rebondi de 0,3% en novembre, dernier chiffre disponible, mais vu la faiblesse des ventes au détail de décembre "les chances que l'économie soit tombée dans une récession technique fin 2023 ont augmenté", relèvent des analystes.

AUTOMOBILE

Les ventes européennes de voitures neuves ont rebondi de plus de 13,9%

Les ventes européennes de voitures neuves ont rebondi de 13,9% en 2023, portées par les voitures hybrides et électriques, mais aussi par les modèles à essence, a annoncé jeudi l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA). Les marchés français, italien et espagnol ont notamment affiché des hausses à deux chiffres par rapport à 2022. L'Allemagne, premier marché du continent, a cependant marqué un coup d'arrêt en

décembre (-23% sur un an) avec la fin subite des bonus à l'achat pour les voitures électriques. Globalement, après trois années très compliquées, la fin de la pénurie de pièces électroniques a permis à l'industrie automobile de reprendre ses livraisons. Mais le marché est resté morose, ralenti par l'inflation, notamment sur la fin de l'année. Les voitures hybrides ont profité en priorité de la reprise du marché, avec plus de 2,7 millions d'unités vendues (+29,5 sur un

an) et 25,8% de parts de marché. Les voitures électriques ont également poursuivi leur conquête (+37% sur un an) et atteint 14,6% de parts de marché, dépassant pour la première fois sur une année entière le diesel (13,6%), qui continue de baisser. Mais les voitures à essence ont su également profiter du rebond du marché (+10,6% sur un an), notamment en Italie ou en Allemagne. Elles représentent toujours 35,3% des ventes européennes, avec 3,7 millions

d'unités. Le rebond du marché européen a été porté par son leader, le groupe Volkswagen, avec 2,8 millions de voitures vendues (+18% sur un an), et par le groupe Renault (numéro trois des ventes avec 1,2 million d'unités, +16,9%). Le numéro deux européen, Stellantis, est resté plus proche de ses chiffres de 2022, avec 1,9 million de voitures vendues (+2,9%), et des reculs pour ses marques Fiat et Citroën notamment.